

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	52	23

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Service des
Assemblées - Procès verbal du Conseil
communautaire du 1er avril 2019

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2019.068

Date de la convocation :

Le 18/06/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage - **2 JUIL. 2019**
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du

- **4 JUIL. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne PAVAN-SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 24 juin 2019

L'an deux mil dix neuf et le 24 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations – 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Michel ROSSI, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE à Henri GANNARD, André-Luc SEITHER à Khéra BADAOU, Patrick DULBECCO à Yves DAHAN, Marie BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Marina LONVIS à Anne-Marie BOUSQUET, Anne-Marie DUMONT à Jean LEONETTI, Abderrazak SALOUH à Marie-Claude MOITRY, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Christine SYLVESTRE, Jacques GENTE, Claudine MAURY, Nadine GASTAUD, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 1^{er} avril 2019.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 1^{er} avril 2019.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 1^{er} avril 2019.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 24 juin 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 1^{ER} AVRIL 2019

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE-EN-PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 17h20.

Le conseil communautaire s'est réuni le premier avril deux mille dix-neuf, en séance publique, Maison des associations, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, président de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis, maire de la Ville d'Antibes.

Monsieur le Président – Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU.

PROCURATIONS :

Guilaine DEBRAS à Patrick CHAGNEAU, Jean-Bernard MION à Déborah MINEI, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Marie BENASSAYAG à Laurent COLLIN, Cléa PUGNAIRE à Simone TORRES-FORET DODELIN, Marina LONVIS à Nathalie DEPETRIS, Béatrice VIGNOLO à Martine BONNEAU, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Bernard MONIER.

ABSENTS :

Michel ROSSI, Eric MELE, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Anne-Marie DUMONT, Martine SAVALLI, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI.

Les délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du jour

1. Procès-verbal du conseil communautaire du 11 février 2019
2. Compte rendu des dernières décisions du président et du bureau communautaire
3. Projet de schéma départemental d'accueil des gens du voyage pour la période 2019-2024 – Avis de la CASA
4. Plan local d'urbanisme de la Métropole Nice Côte d'Azur – Avis sur le projet arrêté
5. Suppression de la ZAE des Clausonnes
6. Accompagnement des startups des pépinières d'entreprises – Convention de partenariat avec l'Association des avocats en droit des affaires
7. French Tech Seed Paca-Est – Contrat de partenariat
8. Revitalisation Galderma – Convention de partenariat
9. Biodiversité – Convention de partenariat avec la Ligue de protection des oiseaux pour le projet Hirondelles et Martinets
10. Prise de la compétence « eau potable »
11. Prise de compétence « assainissement des eaux usées »
12. Syndicat mixte pour les inondations, l'aménagement et la gestion de l'eau (SMIAGE) Maralpin – Modification des statuts
13. Règlement intérieur des médiathèques communautaires – Modification
14. Projet culturel, scientifique, éducatif et social du réseau des médiathèques – Adoption
15. Adhésion à la ludothèque L'Île aux trésors et à l'artothèque L'Art tissé
16. Anthéa – Théâtre communautaire d'Antibes – Nouvelle convention type de partenariat
17. Anthéa – Théâtre Communautaire d'Antibes – Nouvelle convention type de mécénat
18. Anthéa – Théâtre Communautaire d'Antibes – Tarification
19. Agriculture – Convention financière avec les communes impliquées dans l'AAP FEADER « préservation du foncier agricole » pour la remise en état de friches agricoles
20. Budget principal – Budget primitif de l'année 2019
21. Budget annexe des télépépinières – Budget primitif de l'année 2019
22. Budget annexe du théâtre communautaire – Budget primitif 2019
23. Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Envibus – Budget primitif 2019
24. Budget annexe de la régie autonome de l'office de tourisme intercommunal – Budget primitif 2019

25. Budget annexe GEMAPI – Budget primitif 2019
26. Budget annexe d'aménagement des parcs d'activités – Budget primitif 2019
27. Dotation de solidarité communautaire de l'année 2019
28. Vote des taux de fiscalité directe locale pour l'année 2019
29. TEOM – Ajustement des exonérations de l'année 2019
30. Offre de concours – Construction de l'école intercommunale du Pont du Loup – Convention de coopération entre la CASA et le syndicat intercommunal de Pont du Loup
31. Offre de concours– Réhabilitation de la station d'épuration de Châteauneuf-Grasse – Convention de coopération entre la CASA et le SIVOM du canton de Bar-sur-Loup
32. Ajustement du tableau des effectifs
33. RIFSEEP et répertoire des fonctions – Actualisation
34. Règlement des astreintes et des indemnités d'intervention – Actualisation
35. Plan de formation
36. Création des commissions consultatives paritaires pour les catégories A, B et C
37. Protection sociale complémentaire – Actualisation
38. Mise à disposition partielle du directeur de la communication de la CASA auprès de la Ville d'Antibes-Juan-les-pins – Renouvellement de la convention
39. Expérimentation sur le télétravail
40. Mise en place d'une tarification multimodale sur le périmètre des Alpes-Maritimes et de Monaco – Convention
41. Règlements intérieurs des services de transport Envibus – Modification
42. Gamme tarifaire Envibus – Création de titres de transport
43. Association française de normalisation (AFNOR) – Adhésion
44. Programme local de l'habitat – Second arrêt suite aux avis des communes
45. Adoption du document-cadre sur les orientations stratégiques en matière d'attribution de logements sociaux



ADMINISTRATION GENERALE

1. Procès-verbal du conseil communautaire du 11 février 2019

M. le Président – Il est demandé au conseil d'approuver le procès-verbal. Pas de remarques particulières ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

2. Compte rendu des dernières décisions du président et du bureau communautaire

M. le Président – Les décisions ont toutes été prises à l'unanimité.

- *Le conseil communautaire prend acte.*

3. Projet de schéma départemental d'accueil des gens du voyage pour la période 2019-2024 – Avis de la CASA

M. le Président – Mes chers collègues, je vous propose un avis négatif sur ce projet pour deux raisons. D'abord, il y a deux volets dans ce projet : il y a un projet des aires d'accueil des gens du voyage qui doivent exister au sein des communes, puis les aires d'accueil de grand passage.

S'agissant des aires d'accueil dans les communes, nous avons développé depuis longtemps l'idée que nous faisons des aires d'accueil intercommunales. Par exemple, la Ville de Roquefort, en proposant un terrain, met le nombre de places nécessaires pour que les villes voisines puissent être exonérées de faire une aire d'accueil. Or, dans la proposition du préfet, chaque ville de plus de 5 000 habitants doit avoir son aire d'accueil, ce qui n'est pas une bonne chose puisque cela multiplie les structures et gêne l'organisation.

Au passage, je rappelle que seule la CASA a deux aires d'accueil. A l'ouest du département, il n'y a aucune autre aire d'accueil que celles d'Antibes et de Vallauris. Cela appelle à commencer à rééquilibrer, au sein des Alpes-Maritimes, les aires d'accueil des gens du voyage.

Ensuite, il y a les aires de grand passage. Le préfet avait eu la démarche positive de recevoir l'ensemble des maires et des présidents d'intercommunalité concernés. A cette époque, il parlait de trouver des aires de répartition sur l'ensemble du territoire des Alpes-Maritimes. Nous avons évoqué l'idée d'un accueil alternativement à l'est, puis à l'ouest.

Nous avons proposé que quand c'était le tour de l'ouest de recevoir les aires de grand passage, chaque communauté d'agglomération – à savoir Cannes, Grasse et Antibes – définissait tour à tour une aire d'accueil. Cela ferait une rotation à trois à l'ouest. Le préfet propose que ce soit une rotation à quatre (Cannes, Grasse, Antibes et Nice). Nous ne voyons pas pourquoi, compte tenu de la population et de l'étendue des territoires, les aires d'accueil ne seraient pas réparties au moins équitablement entre l'est et l'ouest.

C'est la raison pour laquelle nous proposons un avis défavorable. Nous souhaitons des aires d'accueil intercommunales. Nous souhaitons également que l'alternance pour l'accueil des grands passages se fasse de manière équilibrée entre l'est et l'ouest. Pas d'intervention ? Pas d'abstention ? Pas de vote contre ?

- *Avis défavorable à l'unanimité.*

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

4. Plan local d'urbanisme de la Métropole Nice Côte d'Azur – Avis sur le projet arrêté

M. le Président – Sur ce projet, nous vous proposons un avis favorable avec des éléments d'observation.

L'élément d'observation majeur, c'est une impression que la métropole est séparée du reste du département. On aurait pu mettre des continuités ou des complémentarités entre la partie Cagnes-sur-Mer et la partie Villeneuve-Loubet. Or, on dirait que les choses s'arrêtent.

Je sais par ailleurs qu'une réflexion a été entamée pour une continuité de transport en commun, pour une organisation de l'ensemble. Cela ne figure pas au sein du PLU de la métropole.

C'est la raison pour laquelle nous vous faisons la première proposition de remédier à l'absence de continuité-complémentarité qui aurait pu se mettre entre Nice Côte d'Azur et la CASA.

La deuxième proposition porte sur l'implantation d'un échangeur routier entre Cagnes-sur-Mer, qui visiblement n'a pas fait l'objet d'études complémentaires. Nous pensons qu'il n'y a pas suffisamment d'éléments pour étayer cette demande.

La troisième proposition concerne le secteur du Malvan à Cagnes-sur-Mer qui est pratiqué par de nombreux habitants de la CASA et qui fait l'objet d'un développement conséquent ces dernières années entraînant une congestion routière non négligeable.

Pour ces motifs, nous émettons un avis favorable. En même temps, nous sollicitons un travail collaboratif avec la métropole niçoise. Y a-t-il des interventions ? Mme MURATORE a la parole.

Mme MURATORE – Merci. Le PLU de la métropole impacte le territoire de la CASA. D'ailleurs, vous venez d'en faire une démonstration. Je ne prendrais qu'un seul exemple pour expliquer mon vote contre : le logement et surtout les logements sociaux.

Le PLU de la métropole devrait a minima être en cohérence avec le plan local de l'habitat de la métropole. Pour le PLU, le scénario de croissance démographique retenu est basé sur un rythme de 0,15 par an jusqu'en 2030, et donc des besoins évalués à 27 000 logements (9 supplémentaires) à l'horizon 2030, avec une production moyenne annuelle de 2 600 logements.

Le PLH, de son côté, prévoit une production de 21 288 logements à l'horizon 2022, soit une production annuelle de 3 548 logements, dont 1 436 logements locatifs sociaux, soit 25 %.

Ainsi, le PLU et le PLH présentent des objectifs de production annuels très différents. Il y a là une incohérence étonnante entre les deux documents majeurs. Qui croire, le PLU ou le PLH ?

Avec un taux de 25 % identique à celui du PLH, l'objectif de production de logements sociaux du PLU chuterait à 1 050 par an alors que nous étions à 1 436, un niveau inacceptable au regard des besoins. Il manque sur l'ensemble de la métropole 28 300 logements locatifs sociaux pour atteindre les 20 % en 2020 de la loi SRU. De plus, 32 emplacements réservés pour mixité sociale, sur les 204 initialement existants, sont supprimés.

Le manque de logements sociaux sur la métropole se reportera mécaniquement sur la CASA et augmentera le nombre de demandes sur la CASA qui a déjà un certain souci avec les demandes de logements sociaux. Merci.

M. le Président – La cohérence entre le PLH et le PLU est un sujet. Néanmoins, il n'incombe pas aux collectivités territoriales voisines d'émettre un avis sur le sujet. C'est normalement le préfet qui doit vérifier s'il y a une cohérence entre le PLH et le PLU.

Nous nous sommes bornés à faire des remarques qui concernaient, comme vous l'avez souligné, l'impact que pouvait avoir la métropole dans son organisation territoriale vis-à-vis de la communauté d'agglomération.

Nous pensons que sur le plan du développement économique et du développement intellectuel et scientifique, nous avons l'université Nice Sophia Antipolis. Sur le plan de l'évolution des transports et de l'environnement, nous devrions avoir des éléments qui permettraient cette coopération. On ne nous demande pas notre avis en tant qu'autorité de l'Etat ou en tant que préfet. J'ai noté un vote contre. Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à la majorité (1 vote contre de Michèle MURATORE)*

5. Suppression de la ZAE – Modification du programme de la ZAC des Clausonnes

M. le Président – La ZAC des Clausonnes a été mise en place initialement dans le cadre d'un projet concerté qui a débuté en 2009. Les éléments de ce projet portaient jusqu'à présent sur du développement économique pur. Aujourd'hui, la Ville de Valbonne a pris la décision – je m'en félicite et les en remercie –, comme nous le faisons sur la ville d'Antibes et sur la ville de Biot, de prendre en compte dans une réflexion comment nous pourrions avoir de l'habitat à l'intérieur de Sophia Antipolis.

Nous sommes conscients que nous ne pourrions pas éternellement faire rentrer 38 000 personnes le matin et sortir 38 000 personnes le soir sans quelques conséquences, d'où l'idée qui est plutôt nouvelle de développer sur les Trois Moulins, sur Saint-Philippe et sur les Clausonnes de l'habitat. Il se trouve qu'à l'intérieur de cette ZAC, le conseil municipal de Valbonne a lancé une réflexion sur un PADD, un projet d'aménagement et de développement durable. Ce projet envisage, sur la deuxième partie, non pas de poursuivre un développement économique, mais d'avoir de l'habitat.

Je le dis très clairement, je soutiens cette position parce qu'elle me paraît juste et efficace pour les déplacements et pour la vie même de Sophia Antipolis. Les esprits chagrins, parce qu'il y en a toujours, quand ils voient une croissance exceptionnelle et les labellisations internationales tomber sur Sophia Antipolis, disent : « Oui, mais cela ressemble un peu à La Défense à Paris, c'est-à-dire ces zones dans lesquelles il y a beaucoup d'activités économiques, mais le soir, il y a une chute de la vitalité parce qu'il n'y a pas d'habitants ».

Tout cela, c'est pour dire que désormais, nous devons envisager à l'intérieur de cette ZAC une zone économique et une zone d'habitat. Dans ce contexte, y a-t-il justification de maintenir une ZAE (zone d'activité économique) ? Sur toute la CASA, nous avons essayé – et réussi, je crois – à faire en sorte qu'à l'intérieur des ZAE, il n'y ait pas d'habitat.

Aujourd'hui, nous nous trouvons devant une certaine difficulté. Est-ce que la communauté d'agglomération devrait continuer à gérer une ZAC dans laquelle elle n'a pas la compétence « habitat social » et qui dépend de la Ville de Valbonne ? C'est la raison pour laquelle je vous propose aujourd'hui de retirer la ZAE de la ZAC des Clausonnes, de laisser le projet tel qu'il était initialement perçu par la Ville de Valbonne pour aboutir à cet équilibre et cette mixité entre l'habitat et le développement économique.

Puis, lorsque les choses seront totalement scindées et terminées, la communauté d'agglomération – comme elle l'a fait par exemple sur les Maurettes ou sur la partie strictement économique des Trois Moulins – récupérera la compétence de l'activité économique, comme la loi le lui impose.

Voilà l'objet de cette délibération que je sou mets à votre concertation et à votre approbation. M. le Maire de Valbonne, Christophe ETORE, a la parole.

M. ETORE – M. le Président, merci. Effectivement, la commune de Valbonne a adopté à l'automne son PADD et prévoit, sur la zone de Sophia Antipolis et des Clausonnes notamment, le développement de logements. Certes, la Commune répond à ses obligations de logement social. Cependant, nous considérons également que nous avons un devoir d'accompagnement du développement de la technopole. Nous avons 13 000 habitants, mais 17 000 travailleurs de la métropole rentrent sur notre territoire chaque jour. Ainsi, nous continuerons à accompagner le développement de la technopole, notamment par le logement.

Au vu du développement de ce programme de logement, il est nécessaire que la Commune puisse reprendre la main dans un projet qui reste malgré tout d'une dimension qui intéresse l'ensemble de l'agglomération. C'est un projet – je tiens à le rappeler – de requalification de l'entrée de Sophia Antipolis. Aujourd'hui, j'entends certains parler de destruction d'espaces naturels. Nous parlons bien d'un espace aujourd'hui qui est plutôt composé de friches industrielles, de magasins, d'une station-service désaffectée, etc. Il y a bien une requalification de la première technopole d'Europe.

Il s'agit effectivement de créer un lieu qui n'existe pas aujourd'hui sur la technopole, un lieu de vie sur Sophia Antipolis pour les salariés, pour les étudiants, pour les gens de passage. Il résultait également d'une étude qu'il y avait un déficit commercial sur notre agglomération. Les agglomérations voisines veulent aussi nous faire la leçon là-dessus, tout en développant des surfaces commerciales.

Tous ces éléments font que nous voterons aujourd'hui le principe de suppression de la ZAE. Il reste maintenant à définir ensemble les conditions de retransmission de la gestion de la ZAC. Nous l'avons gérée jusqu'au 1^{er} janvier 2017. La CASA l'a prise à cette date. Il s'agira donc, dans les futures délibérations, d'être vigilant aux conditions de retransmission de la gestion de cette ZAC.

M. le Président – L'instruction est donnée. Les élus le savent, nous ferons la transmission dans les mêmes conditions de transparence qu'antérieurement. La ZAC était pilotée par la Ville de Valbonne. Elle a été récupérée par la communauté d'agglomération sur la base d'une activité économique exclusive. Cette exclusivité n'est plus, la Ville de Valbonne reprend dans les mêmes conditions d'équité et de transparence le pilotage de la ZAC des Clausonnes. Y a-t-il d'autres interventions ?

M. CHAGNEAU – Merci, M. le Président. Vu de Biot, nous prenons acte de cette décision conjointe de transfert de la dynamique de ZAE. Il n'y a pas de difficulté par rapport à cela, nous n'avons pas l'habitude de nous insérer dans les décisions de nos voisins.

Cependant, je voulais vous faire part de l'importance, pour la population qui se trouve en aval de ce projet, de porter la plus grande attention aux problématiques d'inondation, donc à la perméabilisation des espaces, puis à la dynamique de mobilité. Vous avez insisté sur le fait que localiser du logement sur Sophia réduirait entre autres les problématiques de mobilité. C'est ce que nous faisons effectivement à Biot, comme vous le faites à Antibes. Néanmoins, j'insiste sur cette vraie préoccupation des populations en aval concernant le risque d'inondation.

M. le Président – C'est obligatoirement pris en compte et vous le savez. Nous sommes particulièrement vigilants sur le problème des inondations. Il a pu arriver que dans le passé, une urbanisation se soit faite sans en tenir compte. Depuis plusieurs dizaines d'années déjà, cet élément est pris en considération. Maintenant, les conditions imposées par les services de la préfecture en matière de prévention des inondations sont extrêmement précises.

Parfois d'ailleurs, le fait de construire à un endroit avec les normes actuelles est un élément qui diminue le risque. Antérieurement, les immenses parkings étaient des zones d'imperméabilisation. Aujourd'hui, chaque fois que nous reconstruisons sur Sophia Antipolis parce qu'un bâtiment est obsolète, nous diminuons l'imperméabilité des sols.

Je suis assez confiant à la fois dans la vigilance des élus, mais aussi dans les normes qui sont assez fortes sur le territoire. On est en train de nous proposer d'avoir une référence sur des inondations

millénaires. Les services de l'Etat devraient être tranquilles pour longtemps. Certes, il faut se méfier de ceux qui prédisent une longue vie qui dure 1 000 ans. Cela nous rappelle de mauvais souvenirs.

Ensuite, les mouvements pendulaires existent. Il y a des difficultés d'entrée à Sophia. Nous développons une stratégie multifonctionnelle. Nous sommes en train de mettre en place, par exemple dans la ville d'Antibes, des horaires décalés pour les entreprises. Puis, il y a un problème d'infrastructures et de bus-tram. Le covoiturage et le télétravail se mettent en place, avec l'accord des syndicats. C'est aussi un élément fort dans une vision sophilopolitaine moderne.

Enfin, personne ne s'étonne de la difficulté que nous avons à rentrer dans Cannes ou dans Nice le matin pour aller travailler, je dirais même très tranquillement, à rentrer dans Antibes le matin pour aller travailler. C'est drôle que Sophia Antipolis, qui cumule 90 % d'espaces verts, soit accusée d'être source d'embouteillage quand les villes sur les rivages n'ont pas d'énormes problèmes, surtout quand tout ce trafic passe par Villeneuve qui n'y est pour rien.

La vie fait que beaucoup de personnes habitent loin de leur lieu de travail. Cela crée des situations nouvelles avec des mouvements pendulaires. C'est la raison pour laquelle l'idée de développer de l'habitat, avec des lieux de vie au cœur de la technopole, est une vision nouvelle. Ce n'est pas une vision qui existait au début de Sophia Antipolis il y a cinquante ans. Ce n'est même pas une vision qui existait lorsque chaque commune était indépendante. Chaque commune voulait développer de l'activité économique pour récupérer de la taxe professionnelle de l'époque.

Aujourd'hui, nous sommes solidaires dans cet aménagement de territoire. Nous pouvons le faire de manière plus concertée et plus efficace. Y a-t-il d'autres interventions ? Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

6. Accompagnement des startups des pépinières d'entreprises – Convention de partenariat avec l'Association des avocats en droit des affaires

M. le Président – Les avocats en droit des affaires se mettent gratuitement à la disposition des startups. Cela crée des réseaux. Ces échanges donnent aussi aux startups une lisibilité et une compétence qu'elles n'avaient pas antérieurement et qui rendent leur développement plus efficace. C'est à coût zéro pour les uns et les autres. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

7. French Tech Seed Paca-Est – Contrat de partenariat

M. le Président – En l'occurrence, nous apportons notre soutien, mais pas financier. Nous apportons un soutien financier à l'incubateur PACA-Est. En revanche, ce que nous apportons au French Tech Seed Paca-Est, c'est un soutien particulier. C'est simplement une marque de soutien à l'organisation qui se fait à partir de la French Tech. La CASA valide cette démarche. Je vous demande d'approuver le contrat de partenariat. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité*

M. le Président – Il faut désigner un candidat au comité de pilotage. Je vous propose Jean-Pierre MASCARELLI qui est revenu avec un accent canadien et qui a constaté que finalement, Sophia Antipolis était du niveau des startups de Laval. Y a-t-il un autre candidat ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *M. Jean-Pierre MASCARELLI est désigné à l'unanimité.*

8. Revitalisation de Galderma – Convention de partenariat

M. le Président – En septembre 2011, le groupe Nestlé a décidé d'arrêter les activités de sa filiale Galderma. 543 emplois étaient concernés. Il y a eu le transfert d'une partie du personnel (25) en Suisse dans le cadre de mobilités internes. Puis, il y a eu un reclassement de salariés au sein de sociétés, soit 214 postes. 15 personnes sont parties à la retraite. L'assiette des emplois éligibles à l'obligation de revitalisation s'inscrivait à hauteur de 280. Dans le cadre de cette revitalisation, la loi oblige l'entreprise à contribuer. Elle l'a fait à hauteur de 1 730 000 €, avec trois axes d'intervention : favoriser les implantations de nouvelles activités sur le site de Galderma, renforcer la dynamique de création et de développement d'activités économiques et soutenir les actions en faveur de publics prioritaires.

La CASA, via la pépinière Starteo Business Pôle, est concernée par l'axe 2 « renforcer la dynamique de création et de développement d'activités économiques ». Cela a permis d'accorder aux entreprises une aide financière de 125 000 €, sous forme de subventions d'investissement non soumises à TVA, avec une moyenne de 5 000 € par emploi créé pour un total de 25 emplois. Il s'agit donc de finaliser la convention qui permet aux startups hébergées de bénéficier de ces fonds qui sont gérés directement par Altedia et Galderma. Cette convention de partenariat n'implique aucun flux financier pour la CASA qui réoriente simplement l'obligation de soutien dans le cadre législatif.

Aujourd'hui, sur les 543 emplois initiaux, seulement 10 personnes n'ont pas encore choisi parmi les solutions proposées. Des personnes ont créé leurs propres entreprises. Aujourd'hui, nous sommes en passe, non seulement de retrouver le même nombre d'emplois à partir des entreprises allemandes, américaines ou françaises qui ont récupéré le site, mais aussi de retrouver le même niveau d'emploi avec un élément supplémentaire.

En effet, il restait encore 1 000 m² de bureaux et quelques centaines de mètres carrés de laboratoires qui sont en cours de négociation. L'ensemble du bâtiment sera occupé. Aujourd'hui, nous pouvons dire qu'un reclassement a été proposé à tous les salariés. Seulement 10 personnes sur les 543 n'ont pas retenu de proposition. En revanche, l'ensemble des emplois qui vont être retrouvés à cet endroit est identique, voire supérieur à ceux qui y étaient initialement. Cela prouve la bonne santé de Sophia Antipolis.

Une fois de plus, une entreprise qui ferme – comme ce fut le cas pour Texas et Intel – trouve un repreneur, avec à la fois une valorisation du site et une augmentation des emplois. Y a-t-il des interventions ? Mme MURATORE a la parole.

Mme MURATORE – Cette convention est intéressante. Jusqu'à maintenant, vous disiez qu'il n'y avait pas de problème pour le personnel de Galderma. Certes, quantitativement, les emplois à Sophia augmentent tous les ans, mais humainement, il est annoncé que 289 personnes, auxquelles nous pouvons ajouter les 25 qui ont accepté de partir en Suisse, se retrouvent maintenant licenciées, Nestlé abandonnant toute la branche dermatologique. Les chiffres de novembre 2018 ne semblent pas, heureusement, correspondre à la réalité d'aujourd'hui. Vous avez dit « dix emplois seulement ». Combien de personnes ont retrouvé un emploi hormis chez les repreneurs ?

En termes de budget, Nestlé a reçu de l'Etat les années précédentes, pour la liquidation du site de Sophia, 68 millions au titre du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité de l'Emploi et 23 millions d'euros au titre du crédit d'impôt recherche et développement. Les sommes consacrées à ce plan – même si 1,7 million paraît énorme – sont loin de ce que la société a perçu. D'un autre côté, les sommes consacrées aux aides à la création d'entreprise ne concernent que 25 emplois seulement, ce qui est peu par rapport au nombre de demandeurs.

M. le Président – Vous avez raison, je parlais du bilan initial et non pas du bilan final. Effectivement, le nombre que j'ai cité ne concerne que la reprise des activités sur le site par les grandes

entreprises telles que Nuvisan, Syneos Health et Sodexo. Depuis, il y a eu plusieurs entreprises qui se sont créées, ce que nous appelons les spins off. Ce sont des anciens salariés qui ont créé leurs propres entreprises sur le site. En plus, il y a eu un certain nombre de startups qui ont pris un bail à l'intérieur du bâtiment Galderma.

Aujourd'hui, si je reprends les chiffres, nous avons un bilan global qui fait état de 214 emplois chez les repreneurs, 139 CDI externes, 25 emplois internes, ceux dans le cadre de la revitalisation, et 73 formations de reconversion. Nous avons proposé à un certain nombre de salariés qui voulaient changer de métier une reconversion dans le cadre de ce financement. Il y a eu 18 aménagements de fin de carrière, 13 créations d'entreprise et 10 choix de solution non exprimés à ce jour. Nous pouvons refaire les comptes. Depuis l'arrivée des trois grands groupes allemand, français et américain, des solutions ont été trouvées pour les salariés.

Les deux principales entreprises, Nuvisan et Syneos Health, recrutent aujourd'hui. Il n'est pas exclu que nous retrouvions la même situation à Villeneuve-Loubet où Texas au départ a repris une grande partie des salariés, puis a créé 700 postes supplémentaires sur la friche industrielle sur la base des emplois qui ont été repris.

Sur le plan social, 10 personnes n'ont pas donné de réponse – en tout cas, elles n'ont pas retenu les différentes propositions –, tandis que tous les autres ont retrouvé un emploi dans un panel essentiellement de reprise de l'activité sur le site ou sur Sophia Antipolis. C'est l'élément majoritaire.

Puis, nous pouvons espérer aussi d'autres créations supplémentaires. Il ne faut pas faire une comparaison désagréable, mais quand il y a une entreprise qui meurt, beaucoup d'entreprises se précipitent pour venir recruter les salariés qui ont une potentialité. A un moment, des entreprises sophilopolitaines sont venues débaucher les personnes.

Le bilan social est plutôt bon. Les représentants syndicaux étaient vigoureux et ils avaient bien raison. Nous considérons que l'accord était satisfaisant. Nous, Sophilopolitains, sommes assez heureux que ce beau bâtiment ne reste pas comme une friche et que l'activité de biotechnologie reprenne.

Par exemple, nous avons récupéré un terrain. C'est une réflexion qu'il faut avoir avec nos amis biotois. Nous n'avons pas à expliquer aux Biotois ce qu'ils doivent faire sur ce terrain. Ils pourraient décider de ne faire que de la biotechnologie. Cela impliquera pour la CASA de faire un bâtiment et essayer de développer des startups comme dans le business pôle, avec une orientation en biotechnologie. S'ils arrivaient avec l'idée globale de faire de l'habitat et de l'entreprise, nous nous mettrions à réfléchir ensemble. Au passage, le terrain n'appartient ni à la Ville de Biot, ni à la CASA, mais au SYMISA. Cela fera bien sûr l'objet d'un appel d'offres lorsque nous mettrons en œuvre un programme qui sera concerté avec les Biotois.

Cette revitalisation de Galderma est aujourd'hui totalement transparente et positive. La fertilisation croisée continue à marcher. La croissance se poursuit, non seulement à partir de ceux qui ne partent pas, mais à partir de ceux qui sont recrutés en plus. Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE

9. Biodiversité – Convention de partenariat avec la Ligue de protection des oiseaux pour le projet « hirondelles et martinets »

M. LUCA – Ce sera un peu la note printanière de ce conseil communautaire.

Il faut se réjouir de la solution finale pour Galderma. Je remercie tous les acteurs qui s'y sont engagés, notamment au niveau de la CASA. C'est peu commun quand nous regardons ce qui se passe ailleurs en France. Le Département des Alpes-Maritimes, souvent décrié depuis Paris, est plutôt assez exemplaire en la matière. Néanmoins, il y a un risque que ce soit vu par le petit bout de la lorgnette par ceux qui nous donnent toujours des leçons.

Maintenant, je vous parlerais d'une convention toute simple avec la LPO (Ligue de protection des oiseaux), que tout le monde connaît et qui a décidé de faire cette année l'année des hirondelles et des martinets. L'année dernière, c'était l'année des pigeons sur le plan fiscal, donc nous allons pouvoir évoluer.

Au-delà des actions éducatives enrichissantes vis-à-vis des jeunes publics, par exemple Activ'Ta Terre, Chez Nous, ou dans le cadre du programme CASA Nature, je souhaiterais que l'éducation et la sensibilisation des populations soient prégnantes. Nous avons plusieurs manifestations organisées par les communes et par la CASA, notamment dimanche prochain – je prêcherai pour ma paroisse –, avec la Fête de la nature à Villeneuve où vous êtes tous les bienvenus.

Les services d'urbanisme seraient bien inspirés aussi d'être visités par les hirondelles et les martinets. Construire est une nécessité, mais il y a aussi l'habitat de la biodiversité ; il n'y a pas que l'habitat des humains. Or, force est de constater qu'aujourd'hui, vous avez des gens souvent ignorants qui détruisent, alors que c'est interdit, des nids d'hirondelles, lesquels ne se refont pas. Dans toutes les politiques que nous pouvons avoir de réalisation de logements, nous pourrions effectivement intégrer la préservation et la reconstitution des habitats qui participent à la vie générale, et pas simplement les habitats des humains.

Je souhaite que la LPO – c'est prévu dans la convention – puisse être bien accueillie et que les maires qui ont une volonté politique puissent transmettre à leurs adjoints à l'urbanisme et à leurs services qu'avoir une information, voire une éducation, n'est pas une rigolade comme il y a encore dix ou quinze ans, mais une vraie nécessité, et pas simplement un affichage électoraliste. Je le dis très tranquillement. Je prêche, là aussi, pour ma propre paroisse. Nous sommes assez impactés chez nous. Nous sommes contents de replanter des arbres. Au-delà de l'arbre qui va vivre dans un habitat que nous aurons pu bousculer, je pense que c'est une vraie sensibilisation que nous devons avoir.

Je ne doute pas de votre vote unanime et enthousiaste. Cependant, il faudrait que cette convention ait des effets. La commission de l'environnement accueillera toutes celles et tous ceux qui veulent bien y participer à l'occasion. Il y aura une présentation faite par la LPO. Ce serait bien que les communes, pour la circonstance, délèguent un responsable ou un élu de l'urbanisme pour venir échanger. Nous aurons fait quelque chose d'un peu plus intelligent que le simple formalisme comme nous en avons tant l'habitude.

M. le Président – Bravo ! L'hirondelle ne fait pas le printemps, mais un printemps sans hirondelles, ce serait quand même un peu tristounet. Effectivement, tu prêches pour une paroisse bien plus large que celle de ton territoire et nous sommes tous d'accord.

M. LUCA – Je veux redire un mot sur le problème des pies. Cela va de mal en pis forcément. On se préoccupe de l'écureuil roux, de toutes les espèces qui viennent un peu nous déranger. Les pies représentent un vrai fléau. L'Etat ne semble pas du tout concerné pour le moment. Cela fait des ravages partout. Cela chasse les autres oiseaux. Il y aura pour nous, CASA, en relais avec les services compétents, une action à mener parce que c'est assez ravageur. J'ai fermé ma parenthèse. C'est mon côté écolo que personne ne soupçonnait jusque-là.

M. le Président – Lionnel LUCA est un défenseur de l'environnement. Je peux vous affirmer que ce n'est pas d'hier. Je sou mets la délibération au vote. Personne n'est contre les hirondelles et les martinets et nous allons essayer de le prouver.

▪ *Délibération adoptée à l'unanimité.*

EAU ET ASSAINISSEMENT

10. Prise de la compétence « eau potable »

M. ETORE – Il s'agit en l'occurrence de prendre acte de la compétence. C'est la première délibération d'une série que nous aurons à prendre cette année pour préparer le transfert effectif au 1^{er} janvier 2020 de la compétence « eau potable ». C'est une délibération que nous devons voter. En effet, la loi NOTRe nous impose ce transfert au 1^{er} janvier 2020.

Il est proposé au conseil communautaire :

- de se doter de la compétence obligatoire « eau potable » ;
- de modifier les statuts de la CASA en ajoutant aux compétences obligatoires une compétence « eau potable » ;
- de saisir les 24 conseils municipaux des communes membres de l'agglomération afin qu'ils se prononcent par délibération concordante sur ce transfert de compétence ;
- d'autoriser M. le Président ou son représentant à signer l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

Lors du transfert au 1^{er} janvier 2020, les choix antérieurs faits par les communes seront respectés, comme toujours, par l'agglomération. Celles qui étaient liées par des contrats continueront à honorer les contrats qui ont été signés. Puis, celles qui avaient opté pour une gestion publique de l'eau pourront également conserver ce mode de gestion.

M. le Président – Merci de ces deux précisions. On nous demande effectivement notre avis. Je vois mal comment nous pourrions dire non à la loi. Cela nous permet de nous préparer à ce transfert, qui n'a rien de brutal pour la bonne et simple raison qu'il suffit de transférer soit la régie, soit le contrat selon le mode de gestion qui a été choisi. Il n'est pas question d'avoir une vision unique, un prix unique de l'assainissement et de l'eau dans des situations qui sont extrêmement disparates.

Le législateur, dans sa grande sagesse, pour une fois, a dit que nous avons jusqu'en 2034 pour harmoniser tout cela. Cela nous laisse quelques mandats pour réfléchir à l'inventaire dans un premier temps, puis pour transférer dans un deuxième temps, sans modifier les termes des contrats qui ont été signés.

Je rappelle que casser un contrat entraîne beaucoup de difficultés juridiques et judiciaires. Cela peut également entraîner des conséquences financières très importantes. Par contre, il faudra faire en sorte que chaque nouveau contrat se rapproche d'une convergence quand il est renouvelé ; et qu'aucun contrat décidé ne dépasse la date limite qu'a mise en place le législateur pour ne pas se retrouver dans des courses perpétuelles dans lesquelles le dernier contrat serait toujours le prétexte à ne pas harmoniser l'ensemble.

Vous voyez que nous avons un peu de temps. Entre 2020 et 2034, il y a quand même quatorze ans. Nous avons lissé un certain nombre de choses quand la communauté d'agglomération s'est mise en place, notamment avec la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la taxe professionnelle, qui est devenue ensuite la contribution économique. Nous ne l'avons pas fait du jour au lendemain. Y a-t-il des interventions ? Mme MURATORE a la parole.

Mme MURATORE – Vous avez répondu. Mes questions étaient : les communes garderont-elles la liberté du choix du mode de gestion jusqu'en 2034 ? Comment est-ce que cela va s'organiser ? Vous venez de dire qu'il y aura d'autres délibérations. En l'occurrence, nous votons le transfert parce que c'est la loi, puis c'est tout. Nous n'avons aucune information sur la nouvelle organisation.

M. le Président – Je peux rassurer et décevoir : rassurer ceux qui veulent que les choses se passent dans le calme et décevoir ceux qui aimeraient la tempête. Dans l'année 2020, il ne se passera rien. Il y aura un transfert administratif, avec une reprise stricte des contrats antérieurs. Que personne

ne s'attende au grand soir ou à la révolution. Il y aura simplement une continuité et probablement une convergence.

Le contrat d'Antibes n'est pas trop mauvais. Il se termine en 2022. Si en 2022, nous trouvions que la station d'épuration est totalement amortie et qu'il y a des marges de manœuvre, nous essaierions de mutualiser un contrat plus global. Quand on se trouve vis-à-vis des puissants, il vaut mieux ne pas être isolé. Il me semble que la Ville d'Antibes, parce qu'elle a un niveau de puissance administrative et juridique, n'a pas trop mal négocié son contrat de l'eau, avec le prix le moins cher de France. Si nous pouvions à terme trouver les mêmes dispositions dans les autres endroits, ce serait bien. Vous aviez peur que le prix de l'eau à Antibes augmente. Je viens de vous rassurer sur ce point.

Mme MURATORE – J'espérais qu'ANTIBES rejoigne la régie, mais si ça ne bouge pas jusqu'en 2034.

M. le Président – La régie a été évaluée par un intervenant extérieur. Nous avons obtenu 15 % de moins que la régie avec la délégation de service public. Je vous rappelle au passage que la délégation de service public, ce n'est pas une loi de l'extrême droite ou de la droite, mais une loi Sapin. Cela s'appelle transparence et concurrence. Cela permet d'avoir un prix des contrôles à 30 € pour le SPANC et un prix de l'eau à 1,43 € pour les cent premiers mètres cubes. Je voyais bien que vous aviez une petite inquiétude. Mon Dieu, pourvu que nous ne soyons pas solidaires de tout le monde. Pas tout de suite !

M. MASCARELLI – L'illustration de vos propos, c'est que le SIEVI (syndicat intercommunal de l'Estéron et du Var Inférieurs), dont la DSP se termine fin 2019, lance une nouvelle DSP sur une durée très courte de trois ans plus deux ans pour pouvoir préserver la possibilité d'évolution que vous venez d'évoquer très justement, M. le Président.

M. le Président – J'ai beaucoup de défauts, mais je pense qu'avec ces organismes, je ne suis pas trop mauvais dans la négociation, surtout financière.

M. ETORE – Je précise bien que l'agglomération aura des outils de gestion publique de l'eau. Ensuite, chaque commune choisira entre une DSP avec un des organismes qui existent aujourd'hui ou d'aller vers une société privée. En tout cas, l'agglomération va se donner les moyens d'avoir la maîtrise de la ressource en eau via des syndicats ou via une gestion directe.

M. le Président – Ce que dit Christophe ETORE est très important. Nous parlons toujours de la gestion de l'eau, de l'assainissement, etc. Quant à la ressource en eau, la CASA va apporter quelque chose de très significatif. Nous ne sommes pas dans *Manon des sources*, mais quand nous possédons la source et quand nous possédons le trajet de la source aux communes, nous avons quand même un ruissèlement d'or, d'indépendance et de liberté qui n'est pas négligeable, en espérant que personne ne vienne me boucher les sources qui naissent sur la CASA, et Dieu sait s'il y en a. Nous aurons les moyens, avec la CASA, de nous défendre et de défendre les communes qui veulent garder leurs ressources en eau.

Sur cette délibération, nous voyons qu'il y a des développements, mais elle est aujourd'hui un peu sèche puisqu'elle prend acte de la compétence « eau potable et assainissement des eaux usées » conformément à la loi. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

11. Prise de compétence « assainissement des eaux usées »

M. le Président – Je sou mets au vote la délibération concernant l'assainissement collectif et non collectif. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

RISQUES NATURELS

12. Syndicat mixte pour les inondations, l'aménagement et la gestion de l'eau (SMIAGE) Maralpin – Modification des statuts

M. le Président – Le SMIAGE est un comité syndical très utile qui a essayé de se donner un outil à l'échelle départementale pour gérer les problèmes des inondations. Dans ce contexte, la communauté d'agglomération, qui a déjà beaucoup de travaux et de projets dans ce domaine, a voulu un partenariat souple. Nous avons délégué, mais nous n'avons pas transféré notre compétence comme nous aurions pu le faire, parce que nous pensons avoir à la fois les outils et les financements adossés à cette réalisation.

Aujourd'hui, le SMIAGE étend ses compétences. Il peut réaliser des études et des travaux en matière d'eau et d'assainissement. Il peut modifier les modalités d'intervention dans le cadre d'une délégation de maîtrise d'ouvrage et relatives à la répartition des contributions entre les membres du syndicat. Nous en prenons acte. Nous verrons au fur et à mesure de l'évolution de nos projets si nous avons besoin d'aller vers cette délégation supplémentaire ou pas.

Je vous propose, dans cette délibération, d'accepter ces modifications de statut qui nous ouvrent des champs supplémentaires sans nous créer d'obligations supplémentaires. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

ACTION CULTURELLE

13. Règlement intérieur des médiathèques communautaires – Modification

M. le Président – Michel ROSSI étant absent, je le relaye bien humblement. Les modifications sont modestes. Cela concerne l'extension du nombre de salles ou d'espaces susceptibles d'être mis à disposition à titre gratuit. Une déclaration sur l'honneur est à produire pour les inscriptions. Puis, nous avons une mise à jour relative à la politique de protection des données personnelles. C'est une délibération qui entraîne de petites modifications réglementaires. Nous demandons votre approbation. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

14. Projet culturel, scientifique, éducatif et social du réseau des médiathèques – Adoption

M. le Président – Vous savez comment les médiathèques se sont créées, c'est-à-dire petit à petit. Celle d'Antibes était déjà en cours. Ensuite, nous avons créé celle de Valbonne. Puis, à la demande des communes voisines, nous avons finalement créé un réseau de médiathèques.

Les médiathèques ont vécu leur vie de manière assez cohérente et assez indépendante. Cependant, il était important que nous retrouvions un projet global qui laisse la liberté à chacun d'avancer sur le plan culturel, sur le plan scientifique et sur le plan éducatif et social. C'est la raison pour laquelle nous sommes allés sur un projet.

Gregory SCALABRE, notre nouveau grand chef des médiathèques, a concocté ce projet que je trouve intelligent, respectueux de chaque territoire et de chaque médiathèque, et en même temps, porteur d'un projet collectif. Je vais donc lui laisser le soin de nous le présenter.

M. SCALABRE – Merci, M. le Président. S’agissant du projet culturel, scientifique, éducatif et social, c’est une démarche qui a été initiée par la direction des musées nationaux et qui a été inscrite dans la loi « musées » en 2002. Le ministère de la Culture a voulu étendre cette démarche aux bibliothèques.

Aujourd’hui, nous avons, avec l’ensemble des équipes, travaillé à la rédaction de ce projet culturel, scientifique, éducatif et social, que l’on nomme de manière un peu horrible un PCSES, qui est principalement une feuille de route à la fois stratégique et opérationnelle et qui permet de décrire les actions qui vont être mises en œuvre pour la lecture publique sur le territoire communautaire.

C’est une démarche qui a contribué dans un premier temps à une phase d’évaluation et de prospective, notamment un état des lieux sur les forces et faiblesses du réseau. Cela a permis aussi de faire un comparatif avec les équipements des collectivités comparables en termes de population à la CASA, et également se baser sur des observations en allant visiter d’autres sites.

Le travail s’est réalisé de manière collaborative puisque les élus ont été consultés. Ce projet s’inscrit dans les axes de développement de la lecture publique qui figurent dans le rapport d’orientations budgétaires. Nous avons également travaillé avec les professionnels des bibliothèques, que ce soit au niveau de la CASA, mais également au niveau régional avec l’agence régionale du livre.

Nous avons aussi consulté les usagers de façon concertative à travers des open lab qui s’inscrivaient dans la démarche qui a été initiée au niveau du SCAN (schéma communautaire d’aménagement numérique), notamment pour réfléchir à ce que pouvait être la médiathèque de demain.

Nous avons également eu l’honneur d’accueillir une mission de l’Inspection générale des bibliothèques au mois de novembre. Le rapport a été reçu à la CASA au mois de mars. C’est en cours de relecture. Il est à noter que le rapport souligne la qualité des équipements et des services. Il propose un certain nombre de recommandations qui convergent avec les propositions qui figurent dans le projet culturel, scientifique, éducatif et social.

A partir de cette phase d’évaluation et de prospective, de ce diagnostic, il a été identifié cinq objectifs.

Le premier est de renforcer l’attractivité des médiathèques, donc de pouvoir continuer à fidéliser nos usagers, notamment en travaillant sur la qualité de l’accueil, l’accessibilité que ce soit sur place ou en ligne, la convivialité également. L’idée est aussi de pouvoir conquérir de nouveaux usagers et d’étendre l’impact des médiathèques.

Il s’agit également de pouvoir développer et valoriser les collections sur tous supports, à la fois en décrivant notre politique documentaire à travers les acquisitions, la conservation, en rédigeant une charte des collections ou en proposant un plan de développement des collections.

Nous allons travailler également sur l’objectif numéro 3 de pouvoir accompagner la population dans la maîtrise des outils numériques. Auparavant, nous parlions de réduire la fracture numérique. Aujourd’hui, il s’agit de favoriser l’inclusion numérique. L’idée est de positionner les médiathèques en termes de vecteur de médiation auprès de la population pour s’approprier ces outils et ces pratiques numériques.

L’objectif numéro 4, qui a été mis en avant par l’Inspection générale des bibliothèques, c’est de pouvoir étendre l’offre de lecture publique à l’ensemble du territoire, notamment sur le haut et le moyen pays, et également sur Vallauris.

L’objectif numéro 5 est de pouvoir travailler sur la jeunesse, notamment au travers de la promotion de la lecture, et également l’éducation aux médias et à l’information qui figure au programme de l’Education nationale, l’idée étant de pouvoir permettre à la jeunesse d’exercer une

citoyenneté qui soit pleinement éclairée, et notamment d'aiguiser un regard critique sur une société où l'information est de masse.

Ces objectifs se déclinent à travers le document qui vous est proposé aujourd'hui. 36 actions vont être mises en œuvre sur les cinq ans à venir. Nous avons identifié 7 actions qui sont emblématiques parce qu'elles ont un impact plus important, notamment en termes de visibilité, mais aussi en termes organisationnel au niveau du fonctionnement du réseau de médiathèques et au niveau financier.

Nous aurons à peu près cinq ans (2019-2023) pour mettre en place ces actions. L'idée est de travailler en mode transversal avec les équipes des médiathèques, sachant que les actions les plus emblématiques seront, pour certaines, soumises à nouveau à votre validation en fonction des orientations qui seront choisies.

Je vous présente rapidement les cinq actions emblématiques. Concernant l'objectif 1 de renforcement de l'attractivité des médiathèques, il est proposé d'attribuer un nom à chaque médiathèque, et également de réfléchir à l'harmonisation et à l'élargissement des horaires d'ouverture des médiathèques.

Pour l'objectif numéro 2 de développement et de valorisation des collections, il est proposé de créer une bibliothèque numérique patrimoniale, sachant que les fonds patrimoniaux de la médiathèque Albert-Camus ont une vraie valeur scientifique. Cela a été souligné par l'inspectrice générale. La médiathèque propose aussi un certain nombre de livres d'artistes et d'illustrations originales pour la jeunesse qu'il convient de signaler et de mettre à disposition du grand public via les bibliothèques numériques nationales – nous pouvons penser à Gallica – et qui peuvent aussi intéresser les chercheurs.

S'agissant de l'objectif numéro 3 d'accompagnement de la population dans la maîtrise des outils numériques, l'idée est de proposer un FabLab à la médiathèque Albert-Camus afin de permettre aux citoyens de ne plus être simplement des consommateurs, mais aussi d'être producteurs de contenus numériques, d'où l'idée de proposer un laboratoire où l'on peut apprendre le code informatique, mais aussi s'initier aux outils numériques de demain, dont le plus emblématique et qui va rapidement de démocratiser est l'imprimante 3D.

L'objectif numéro 4, qui consiste à développer des services de lecture publique sur l'ensemble du territoire, est très stratégique. L'idée est de proposer des services nomades, avec un médiabus qui pourrait se positionner sur les lieux de vie du territoire, notamment les places centrales des villages, et pourquoi pas sur les marchés pour permettre de ramener, avec le fromage, les fruits et les légumes, un livre et un DVD.

Il s'agit également de proposer sur le territoire une médiathèque en kit. C'est ce que l'on appelle une *ideas box*, qui se compose de quatre malles et qui permet de développer une médiathèque d'environ 100 m² en moins d'une heure, et donc de s'installer sur n'importe quel point du territoire pour offrir tous les services d'une médiathèque : des livres, des rayonnages, des places assises, la consultation de tablettes numériques ainsi qu'un système de projection numérique.

L'objectif numéro 5 consiste à favoriser l'accès à la connaissance, en particulier pour les jeunes publics. Il est proposé de travailler la modernisation de la médiathèque des Semboules en un centre de ressources numériques pour la jeunesse. Il s'agit d'offrir un accès au contenu culturel, mais aussi d'accompagner les jeunes dans la maîtrise d'un certain nombre d'outils, notamment bureautiques.

Ce rapport est un document stratégique et opérationnel qui décrit les ambitions de la lecture publique pour les cinq ans à venir sur le territoire communautaire. Merci de votre attention.

M. le Président – Merci, M. le Directeur. Chaque élu valorise son territoire et les actions qui y sont menées. Lorsque l'Inspection générale des médiathèques vient et dit que l'organisation et les

qualités des personnes qui y travaillent sont exceptionnelles et valide l'ensemble des orientations, ce n'est pas désagréable à entendre. C'est comme quelqu'un de l'extérieur qui nous rend visite et qui s'aperçoit d'une évidence, qui nous est parue comme étant une banalité parce qu'elle est quotidienne. Il n'y a pas beaucoup de territoires dans lesquels il y a quatre médiathèques qui fonctionnent en réseau ; pour ne pas dire qu'il n'existe aucun autre endroit où cela se passe ainsi.

C'est le fait aussi d'avoir des orientations qui sont dans la modernité, comme maîtriser l'outil numérique et son contenu. Quand vous avez toute une jeunesse qui apprend la vérité ou la réalité au travers d'images qui sont diffusées de manière explosive et sans esprit critique, vous avez intérêt à former vos jeunes. Vous avez aussi intérêt à les former à utiliser l'outil. Dans les années 40, je suppose que l'on apprenait à se servir d'un porte-plume. Aujourd'hui, nous avons l'impression que quand on met les outils numériques dans les mains de la jeunesse, elle se débrouille toute seule ; elle s'en sort. Toutefois, si nous lui donnions les clés, elle maîtriserait mieux à la fois son activité culturelle et sa vie de citoyen.

Il y a deux projets qui ont été retenus et qui me paraissent importants. Un premier projet propose la mise en place d'une médiathèque pendant la période scolaire dans les zones où il y a une activité de neige ou de montagne. Il s'agit de développer sur nos stations de sports d'hiver une activité « médiathèque » pendant ces périodes. Ce serait mieux pour nos jeunes, après avoir fait de la randonnée ou du ski, qu'ils puissent avoir cette activité, que nous pourrions développer au niveau de Cap Azur.

Je note aussi cette capacité que nous avons à nous déployer sur des sites. J'en ai discuté avec le maire de Vallauris Golfe-Juan. Le fait d'aller se déployer pendant quelques jours sur un site particulier avec la maîtrise de l'outil numérique, avec la lecture publique, je pense que c'est une bonne idée. Nous n'avons pas de médiathèque à Vallauris. Nous n'allons pas en faire, les villes d'Antibes et de Vallauris étant très proches l'une de l'autre. En revanche, aller directement sur le site est une façon d'avoir une reconquête à la fois de la modernité et de la culture.

Nous allons porter ces deux projets. Vous allez les mettre en œuvre. Les sept propositions y sont. Je pense que c'est une belle façon de continuer l'excellence – c'est le mot qu'a employé l'inspecteur des médiathèques nationales – qui existe sur la communauté d'agglomération de Sophia Antipolis.

Bravo et merci. Malheureusement, c'est aux meilleurs que l'on demande toujours l'excellence, donc il va falloir continuer à se surpasser. En tout cas, ce beau projet, je vous propose, mesdames et messieurs, de l'approuver ou bien d'intervenir si vous le souhaitez. Pas d'interventions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à tous.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

15. Adhésion à la ludothèque L'Ile aux trésors et à l'artothèque L'Art tissé

M. le Président – En l'occurrence, je vais vous demander des mobilisations financières très importantes puisque c'est 6,66 € pour la ludothèque et 25 € pour l'artothèque. Ce sont des partenariats qui impliquent lourdement les finances publiques, mais qui sont des réseaux qui existent, avec des associations dynamiques, et que je vous demande donc d'approuver. Il s'agit de renouveler le principe d'adhésion et de reconduction tacite, sauf en cas d'augmentation supérieure à 5 % qui, à ce moment-là, serait catastrophique pour les finances publiques. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

16. Anthéa – Théâtre communautaire d'Antibes – Nouvelle convention type de partenariat

M. le Président – J'ai le plaisir de vous annoncer qu'en dehors des subventions publiques, en dehors des recettes, des entrées qui sont très largement supérieures aux subventions publiques, ce qui est assez rare sur un théâtre public, il y a 412 000 € de sponsoring et de mécénat. Ce partenariat et ce mécénat, nous avons voulu les organiser au travers d'une convention qui définit exactement les droits et les devoirs, ainsi que la possibilité pour le théâtre Anthéa d'augmenter ses recettes, mais aussi de créer une dynamique entrepreneuriale.

Une entreprise peut déduire de ses impôts le mécénat. Elle peut, à ce moment-là, inviter ses salariés ou ses clients à une manifestation, qui peuvent bénéficier d'une prestation d'accompagnement avec l'invitation. Je pense que c'est aussi une création de réseau d'entreprises. 412 000 €, ce n'est pas négligeable. Je félicite une fois de plus Daniel BENOIT et toute son équipe. Nous avons 13 000 abonnés. Les partenariats engendrent 228 000 € de recettes et le mécénat 184 000 € de recettes. Ce sont donc ces deux délibérations que je vous propose d'adopter. Sur la convention de partenariat, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

17. Anthéa – Théâtre communautaire d'Antibes – Nouvelle convention type de mécénat

M. le Président – Je vous rappelle simplement que si vous voulez être mécène, c'est un peu plus cher que si vous êtes partenaire. Réfléchissez-y car vous verrez que vous ne regretterez pas votre engagement. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

18. Anthéa – Théâtre communautaire d'Antibes – Tarification

M. le Président – Il y a eu une réflexion au niveau de la communauté d'agglomération qui utilise, en particulier sur des manifestations lyriques, des tarifs qui sont très bas. Les gens comme moi qui ont le plaisir ou le malheur d'aller de temps en temps à Paris, vous vous rendez compte que la même pièce de théâtre que vous voyez à Anthéa, quand elle est produite à Paris, est à peu près deux ou trois fois avec un tarif supérieur. Nous voulons continuer ces tarifs bas.

Il y avait aussi un autre sujet concernant le parking. Nous essayons de faire ce qui se fait dans certains théâtres, à savoir des ventes couplées du parking et de la salle. Finalement, ce parking est très compliqué, avec une situation où le temps de lever les barrières, vous mettez plus de temps à sortir qu'à entrer. Finalement, nous avons pris une option. Le parking devient gratuit. Puis, il y a une augmentation qui n'excède jamais 2 € sur un certain nombre de manifestations de prestige. Nous trouvons là un équilibre, et finalement une non-perte de recettes puisque nous récupérons d'un côté ce que nous perdons de l'autre.

Le deuxième élément, c'est que nous avons voulu, pour la jeunesse, une stabilité ou une baisse des tarifs, en particulier avec la mise en place de la carte lol16-25. Il y aurait une impulsion plus forte dans les mois et les semaines à venir. Il faut un Pass Culture Loisir Sport pour l'ensemble de notre jeunesse. Nous nous sommes engagés à accorder plus de vingt gratuités totales sur des manifestations ou des spectacles, puis à trouver la capacité de réduire des tarifs, ce qui est déjà le cas pour les scolaires, dont certains peuvent aller jusqu'à la gratuité totale.

Ensuite, il y avait deux éléments supplémentaires. C'était la possibilité de faire des partenariats simples avec le Palais des festivals de Cannes et le théâtre de Toulon. Désormais, vous pourrez acheter à Antibes une place pour un spectacle qui se passe au Palais des festivals, et

inversement. C'est mineur parce que la plupart des gens maintenant achètent leur place à Anthéa sur Internet. Néanmoins, cela fait un partenariat supplémentaire qui va jusqu'à Toulon.

Ensuite, nous avons de temps en temps des événements exceptionnels qui se déroulent dans la salle Pierre-Vaneck (200 places). Nous avons défini des tarifs extrêmement bas qui ne correspondent pas à la qualité de ce que nous proposons à l'intérieur. Ainsi, nous nous donnons la possibilité dérogatoire, sur des manifestations exceptionnelles, de sortir d'un tarif qui est proche du tarif de cinéma sur la salle Pierre-Vaneck.

Ce sont les modifications que nous vous proposons. Puis, nous avons le balcon qui, comme dans tous les théâtres italiens et dans tous les théâtres modernes, est moins agréable que l'orchestre. Dans l'époque seigneuriale, le balcon était considéré comme quelque chose de prestigieux. Cela peut toujours l'être, mais en réalité, vous avez une visibilité essentiellement latérale. Or, dans les théâtres de pleine face comme le théâtre Anthéa, vous n'avez que des balcons en latéral. Nous en diminuons le prix pour les rendre plus accessibles.

Voilà comment nous vous proposons de modifier ces tarifs, mais vous l'avez compris avec une stabilité, voire une diminution des tarifs qui fait que cela restera toujours accessible à tout le monde. Nous faisons même des chèques-cadeaux qui permettent à toute personne d'offrir une participation à l'achat d'une place dès 1 €. Ainsi, si vous voulez faire un cadeau culturel, vous pourrez donner 5 € pour un spectacle à Anthéa. Puis, si vous êtes dans un élan de générosité pour les petits-enfants, vous pourrez aller jusqu'à leur payer la place en entier.

Je vous propose donc de voter ces tarifications, dont vous avez compris qu'elles vont dans le sens de faire en sorte que la culture soit accessible à tous. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

DEVELOPPEMENT RURAL ET AGRICULTURE

19. Agriculture – Convention financière avec les communes impliquées dans l'AAP FEADER « préservation du foncier agricole » pour la remise en état de friches agricoles

M. LOMBARDO – C'est une délibération qui a toute sa valeur puisqu'elle vient confirmer l'implication de la communauté d'agglomération dans l'aide au développement agricole.

La CASA s'est portée chef de file dans un appel à projets européen qui concerne une stratégie de préservation du foncier agricole et naturel. Je ne rappelle pas toutes les aides et tout l'engagement de la communauté d'agglomération au service de l'agriculture. Toutefois, toutes ces aides commencent à porter leur fruit. Le fait que la CASA soit chef de file, cela vient aujourd'hui consolider sa politique agricole qui consiste à maintenir et préserver l'agriculture sur le territoire, et je dirais même, à participer au renouveau de l'agriculture.

En l'occurrence, il s'agit de prendre une délibération qui vient, dans un souci de solidarité de la CASA, aider les quatorze communes qui se sont portées candidates pour œuvrer à cette démarche de revalorisation et de préservation agricole.

L'idée, c'est que la CASA, qui est chef de file et détentrice de l'octroi des subventions, puisse par anticipation rembourser les communes sur les dépenses qu'elles effectueraient en attendant le retour de la Région, ce qui permettrait aux communes de pouvoir profiter beaucoup plus rapidement du remboursement des aides européennes.

Avec 535 000 € de dépenses pour la remise en état de friches et 430 000 € pour les investissements matériels, le budget global s'élève à 1 million d'euros. La CASA prendra à sa charge tout ce qui concerne les études. Pour le reste, les communes participeront à hauteur de 20 %.

Ce volet agricole a une grande importance. Aujourd'hui, tous les partenaires et toutes les collectivités en prennent conscience. Merci, M. le Président.

M. le Président – Merci. Il y a des endroits où l'on fait savoir ce qui n'existe pas. Nous, on fait peu savoir ce qui existe. Je voudrais qu'un jour, le magnifique travail qui est accompli par Gérald LOMBARDO pour la reconquête agricole du territoire de la CASA fasse l'objet d'une présentation, avec des exemples concrets en matière de modalités de collaboration avec les différents organismes, de mise à disposition de terrains, etc. Il y a un travail qui s'accumule, qui est un très beau travail de revalorisation agricole du territoire de la communauté d'agglomération. Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

▪ *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Nous arrivons au budget. Il y a le budget primitif et les budgets annexes. Je vais vous faire un résumé, avant que Jean Pierre MAURIN ne vous les décline de façon extrêmement compétente et précise.

La bonne nouvelle, c'est que nous avons 6 % de plus de rentrées fiscales. Il y a deux façons d'avoir des rentrées fiscales ; soit vous avez plus de contributeurs parce que vous avez une croissance d'attractivité, soit vous avez augmenté les impôts. Evidemment, c'est la première solution qui s'est offerte à la communauté d'agglomération. Il y a plus d'argent qui rentre dans la caisse de la CASA. Une progression de 6 %, ce n'est pas négligeable en termes de finances. Cela s'est fait sans augmentation d'impôts, qui sont les impôts les plus beaux et les plus bas des agglomérations. En particulier, nous avons une taxe d'enlèvement des ordures ménagères qui est faible.

Nous avons toute une série d'éléments qui montrent que sur le plan économique, sur le plan du VT, sur le plan des transports comme sur le plan des ordures ménagères, ce sont les prix les plus bas. Il fut un temps où j'étais plutôt discret sur cet élément. Puis, comme j'ai vu que nous étions rentrés dans une stratégie de publicité comparative, je dis très clairement que le VT est très inférieur à celui de Cannes ou à celui de Nice, et que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est très inférieure à tout ce qui existe à l'ouest du département. Dans ces conditions, c'est une bonne nouvelle.

La mauvaise nouvelle, c'est la péréquation. Ce n'est pas l'idée qui est mauvaise. Par contre, multiplier par 77 le prélèvement de la péréquation sur l'agglomération, ce n'est pas tout à fait neutre. Ce sont les premiers de cordée qui doivent prendre effectivement leur part à la montée, comme j'ai cru comprendre. Si les dotations de l'Etat, dans le mandat précédent, avaient diminué de 18 %, maintenant on est dans une autre stratégie qui consiste à prélever sur les communes ou sur les communautés d'agglomération.

Je répète que le principe de la justice et de la solidarité ne me paraît pas anormal. Ce qui me paraît anormal, c'est la multiplication du prélèvement de péréquation par 77 en six ans et le prélèvement du fonds national à 24 millions. 15 % des recettes fiscales de l'EPCI repartent directement à l'Etat. Cela veut dire que dans le déficit abyssal que la France accuse, la communauté d'agglomération l'atténue à hauteur de 3,8 millions par an. Il n'y a plus de dotation de l'Etat. Il y a une dotation de la communauté d'agglomération à l'Etat qui intervient depuis plusieurs années. L'Etat donnait 3,2 millions en 2015. En 2019, il y a une baisse très significative. L'écart se fait en sens inverse, c'est la communauté d'agglomération qui donne 3,8 millions à l'Etat. Nous sommes heureux pour ceux qui en bénéficient, mais c'est un peu massif comme prélèvement.

Le deuxième élément qui intervient dans ce budget, c'est la poursuite de la politique de transfert. Le transfert des aires d'accueil des gens du voyage a été effectué chez nous sur les communes de Vallauris et Antibes. Chez les autres, cela ne s'effectue pas parce qu'il n'y a pas de zone de transfert ; la situation y est plus simple. Nous avons fait la promotion du tourisme. Puis, il y a eu la GEMAPI et les inondations, les eaux pluviales et la création des zones d'activités économiques qui sont assez difficiles à définir. C'est une situation qui n'est pas très simple, certaines compétences restant enchevêtrées avec

celles qui restent aux communes. Ce n'est pas le cas sur les métropoles ; elles ont pris toutes les compétences. Elles ont aussi la compétence « droit du sol », donc la situation est beaucoup plus simple pour elles.

La solidarité est maintenue. Nous avons mis 7 millions d'euros d'aide aux investissements dans les communes. Quand une Ville de la CASA a un projet, elle sait qu'elle peut être financée à 50 % (30 % par la CASA et 20 % par le conseil départemental). Cela permet une éclosion des projets. Jamais sur le territoire de la CASA il n'y a eu autant de projets culturels, associatifs et sportifs. C'est donc un élément positif dans l'aménagement du territoire.

Vous connaissez le pacte financier. Nous ne devons pas dépasser 1,05 %. Comme nous gérons en bon père de famille, et surtout sous la houlette de Jean Pierre MAURIN, nous ne sommes pas à ce stade.

La dotation de solidarité était très élevée. Elle était à 6 millions d'euros. Nous l'avons ramenée à 5,4 millions pour les raisons que vous connaissez. Nous avons besoin de marges de manœuvre, que nous avons prises en particulier sur les risques d'inondation (GEMAPI). Nous avons transféré 1,4 million. Nous avons un budget de 2,4 millions. Cela veut dire que la communauté d'agglomération a presque doublé ce qui a été transféré par les communes. Nous avons désormais beaucoup plus de moyens financiers, encore faut-il savoir comment les orienter et les organiser sous la houlette de l'Etat, d'un nouveau PPRI qui n'est toujours pas sorti... En tout cas, il ne peut pas être dit que nous n'avons pas mis les moyens pour faire en sorte que les objectifs soient atteints.

Enfin, sur le développement économique, je rappelle que nous continuons, en particulier dans cette année des 50 ans, à assurer un développement économique de Sophia Antipolis. Nous mettons 3 millions d'euros d'aide aux bailleurs sociaux. Sur la gestion des déchets, nous maintenons notre adhésion à Univalom qui nous permet d'avoir une taxe d'enlèvement des ordures ménagères à un prix très bas.

Concernant la lecture publique, nous renouvelons les collections du réseau de médiathèques. La fréquentation du Salon du livre de la jeunesse, qui vient de se terminer, a doublé par rapport à l'année dernière. Nous allons être victimes de ce succès, mais tant mieux après tout. Toutes les médiathèques ont organisé des événements. Le Salon du livre de la jeunesse était exceptionnel sur le territoire de la CASA.

S'agissant de la régie des transports, nous sommes en cours de négociation sur la T19. Nous allons mettre un bus à haut niveau de service dans l'appel d'offres, avec deux concurrents qui sont compétents et qui vont nous remettre des copies intéressantes.

A propos du théâtre communautaire, je rappelle simplement que nous ne mettons pas plus d'argent CASA aujourd'hui qu'il y a cinq ans. Je ne dis pas que ce que nous mettions est négligeable ; 1,8 million, ce n'est pas négligeable. Il y a une constance dans les recettes. Que les recettes supplémentaires proviennent du mécénat, du sponsoring, de personnes qui achètent leur place ou d'abonnés, c'est un élément extrêmement rassurant pour la dynamique.

Nous devons faire face à un certain nombre de transferts dans des conditions extrêmement hétéroclites. Nous avons évoqué tout à l'heure ce qui va arriver en 2020 sur l'eau et l'assainissement. Il n'y a pas une ville qui a le même contrat que celle d'à côté. Il n'y a pas la même histoire. En réalité, la communauté d'agglomération continue à absorber, sans conséquence pour nos concitoyens en termes de fiscalité ou de service public, des compétences supplémentaires. Je remercie la cohésion de qualité qui existe au niveau de la CASA sur le plan technique et administratif, à travers une solidarité qui n'est pas désagréable à avoir sur le plan politique malgré les différences légitimes que chacun peut avoir dans ses orientations philosophiques.

M. MAURIN nous explique la réalité des chiffres. Comme disait le philosophe, les chiffres sont têtus.

FINANCES

20. Budget principal – Budget primitif de l'année 2019

M. MAURIN – M. le Président, mesdames et messieurs, chers collègues, voici venu le temps des chiffres. Je vais vous présenter les douze délibérations en essayant de leur donner, au-delà des chiffres, une teneur un peu plus active. Je vous précise que la même présentation a déjà été effectuée à la commission des finances, en présence de M. le Trésorier et du directeur des finances et de ses services.

Concernant la présentation proprement dite, tout d'abord, je vous présenterai deux diapositives comprenant les budgets consolidés, c'est-à-dire le budget principal et l'ensemble des budgets annexes pour avoir une idée de la globalité du budget de la CASA. Ensuite, nous passerons au vote, article par article, de ce budget tant en fonctionnement qu'en investissement. Au fil de l'eau, je vous présenterai chacun des six budgets annexes, avec la même méthodologie de focus sur des axes importants, avec un vote de chacun de ces budgets.

S'agissant du budget consolidé, tout d'abord, ce budget tient compte d'une reprise anticipée des résultats de l'exercice 2018. M. le Comptable public a validé les balances réglementaires correspondantes au 31 décembre, ce qui nous permet de faire cette reprise.

Autre préalable qui était souligné par M. le Président, le budget primitif 2019 est fondé sur une stabilité des taux de fiscalité directe locale.

Ensuite, nous avons parlé de la péréquation. Comme nous ne connaissons pas le montant exact de la péréquation en 2019, nous avons fait une estimation qui est sensiblement à la hausse par rapport à celle de 2018.

Enfin, nous attaquons la deuxième année sur trois des contraintes qui sont induites par le pacte financier avec l'Etat imposant une maîtrise des dépenses de fonctionnement.

Je vous montre un premier tableau. Il s'agit des dépenses de fonctionnement tous budgets consolidés, dont le total est de 194 millions d'euros.

Nous avons occulté les dépenses et les flux interbudgets dans cette présentation. Si je pars du haut du graphique, en allant vers la gauche, vous avez 35 millions d'euros qui représentent 18 % de ces budgets consolidés.

Ensuite, je vous invite à regarder au bas la partie verte qui est importante (27 %), ce sont les montants des attributions de compensation qui sont reversés à l'ensemble des communes de la CASA et qui représentent l'ancienne taxe professionnelle.

Autre point fort, le budget « transport », qui est en haut à droite, s'élève à 34 961 000 €, représentant 18 % de ces budgets consolidés aujourd'hui.

Le budget « déchets » représente 17 % de ces budgets consolidés, à hauteur de 33 millions d'euros.

La péréquation horizontale, c'est-à-dire les sommes qui sont reversées à l'Etat, représente 13 % de ces budgets.

Le second tableau présente les dépenses d'investissement consolidées. Les compétences générales, c'est-à-dire les sommes qui sont mises en œuvre pour le développement de l'habitat, de la lecture publique, etc. représentent 36 % des dépenses d'investissement.

Les transports représentent 29 % de ces budgets d'investissement, à hauteur de 42 millions d'euros.

Les déchets représentent 8 % (11 millions d'euros).

La nouvelle compétence « GEMAPI et eaux pluviales » représente 6 %.

Les fonds de concours aux communes, pour l'année 2019, s'élèvent à 7,3 millions d'euros (5 %).

Voilà pour ces budgets consolidés. Nous allons pouvoir passer au budget principal. Tout d'abord, je veux évoquer, puisque cela fait partie de la délibération, la synthèse de clôture de l'exercice 2018 avec deux chiffres. En matière de budget principal, il y a un besoin de financement de l'investissement qui s'élève à 10 543 000 €, et un excédent de fonctionnement reporté de 2018 qui est de 14 860 000 €. Ces déficits d'investissement et besoins de financement vont faire partie du vote.

Pour revenir spécifiquement au budget principal, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 180 millions, hors flux vers le budget de la régie des transports.

La partie principale, qui représente presque 30 %, ce sont les attributions de compensation qui s'élèvent à 52,8 millions ; c'est la partie reversée aux communes.

La collecte et le traitement des déchets sont à hauteur de 34 millions (19 %).

Les prélèvements reversés à l'Etat (FNGIR et FPIC) sont à hauteur de 25 millions d'euros (14 %).

La masse salariale, qui s'élève à 23 633 000 €, représente 13 %. A titre de comparaison, et dans le cadre de la réglementation en cours pour trois ans, en 2018, elle s'élevait à 23 500 000 €. Ainsi, il y a une maîtrise de cette charge.

L'autofinancement représente 13 % de ces dépenses de fonctionnement.

La dotation de solidarité communautaire, comme le soulignait M. le Président, a été ramenée cette année à 5,4 millions, la différence venant abonder le budget de la GEMAPI.

Concernant les recettes de fonctionnement, la majeure partie représente le panier fiscal, c'est-à-dire l'ensemble des taxes et impôts que reçoit la communauté d'agglomération. Cela fait plus de la moitié (53 %), à hauteur de 96 millions.

Ensuite, nous avons la taxe d'enlèvement des ordures ménagères qui représente 22 % pour presque 40 millions d'euros, et les excédents reportés pour 14,8 millions d'euros, soit 8 %.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 70,78 millions d'euros. La majeure partie, ce sont les subventions d'équipement qui représentent 27 millions d'euros dans ce budget d'investissement, soit presque 40 % de l'ensemble. Ce sont principalement les subventions aux opérateurs, pour le pôle Habitat, les fonds de concours aux communes et les subventions d'équipement Univalom.

Ensuite, il y a les immobilisations corporelles à hauteur de 11 millions d'euros, soit 16 %. Dans ces immobilisations corporelles, nous retrouvons les travaux qui vont être effectués pour rénover l'aire d'accueil des gens de voyage. Il y a le bassin Nautipolis. Il y a certaines acquisitions foncières. En matière de déchets, il y a l'achat de bennes et de colonnes de déchets. Il y a également un budget pour la mobilité, notamment pour le transport à vélo, puis quelques travaux à faire dans les médiathèques.

Quant aux recettes d'investissement, elles s'élèvent à 70,78 millions. Elles sont constituées en grande partie par des emprunts à hauteur de 32 millions (46 %), de l'autofinancement à hauteur de 24 millions d'euros, un excédent de fonctionnement qui est reporté ici en recettes d'investissement pour 10 millions et le fonds de compensation de la TVA, qui est la récupération de la TVA sur l'ensemble des investissements qui ont été faits.

Voilà la présentation assez simplifiée de ce budget principal pour lequel nous aurons tout à l'heure à voter, en matière de section de fonctionnement, les dépenses pour chacun des chapitres 011, 012, 014, 65, 66, 67, 023 et 042, qui vont s'élever globalement à 208 957 634,23 €, et le même montant en recettes sur les chapitres 013, 70, 73, 74, 75, 77 et 78 et le résultat reporté.

Ensuite, le vote qui va vous être demandé en matière de section d'investissement porte sur des dépenses, compte tenu des reports de l'année antérieure, à hauteur de 70 782 000 €, avec les recettes que je vous ai présentées dans les diapositives précédentes. Il y a un vote qui se fait également chapitre par chapitre.

Arrivés au terme de cette présentation, nous pouvons, si vous le souhaitez, M. le Président, passer au vote de ce budget principal.

M. le Président – Y a-t-il des interventions avant le vote ?

Mme MURATORE – Je vais faire une intervention globale. Concernant ce budget, pour nous, le compte n'y est pas. En matière de logement, le compte n'y est pas. Je ne reprends pas mon intervention sur le PLH.

En matière de déchets, ce ne sont pas quelques composteurs qui peuvent résoudre la problématique des déchets sur le territoire. Nous sommes toujours mauvais élève en matière de tri. Nous rappelons notre opposition à déléguer de plus en plus d'actions à Univalom. La CASA se dessaisit de toute initiative. De plus, le rapport de la chambre régionale des comptes sur la gestion de ce syndicat n'incite pas à lui faire confiance.

En matière de déplacement, hormis le BHNS, il n'y a aucune réflexion sur de nouvelles lignes, sur l'amplitude horaire, tout est en attente du BHNS. Il nous semble que ce budget manque d'ambition et je m'abstiendrai.

M. le Président – On peut dire ce que l'on veut, mais il y a des choses que l'on ne peut pas dire. La CASA a été primée pour la qualité du tri. Dire que nous sommes les mauvais élèves de la France, c'est ne pas regarder les choses dans la réalité. Nous avons battu toutes les communautés d'agglomération du sud de la France dans ce concours, qui sont par ailleurs des communautés d'agglomération de grande qualité.

Aujourd'hui, si nous avons une taxe d'enlèvement des ordures ménagères qui est basse, c'est parce que contre l'avis de certains, nous avons modernisé une usine pour rendre possible une récupération d'énergie. Je remercie tous ceux qui m'ont soutenu à cette époque où les uns et les autres, comme toujours, disaient qu'il fallait faire des centres d'enfouissement technique, que c'était l'avenir écologique du territoire. Nous sommes bien contents aujourd'hui d'avoir cette usine. D'ailleurs, vous noterez qu'à Cannes et à Grasse qui n'en sont pas dotées, ils ont un prix plus élevé et un bilan carbone beaucoup plus négatif.

Ensuite, le Transport Collectif en Site Propre n'est pas un projet d'aujourd'hui, c'est un projet que nous menons depuis un certain temps. Le fait que la dernière année du mandat, vous vous réveillez, Mme MURATORE, pour constater que nous faisons un TCSP, c'est assez curieux ; d'ailleurs juste au moment où nous sommes dans la phase d'inauguration des principaux tronçons.

Puis, aller accuser l'Univalom, qui nous permet justement d'avoir une taxe d'enlèvement des ordures ménagères la plus basse, de mauvaise gestion en se basant sur un rapport de la chambre régionale dont vous n'avez pas eu connaissance jusqu'au conseil municipal, vous m'aviez dit que vous ne l'aviez pas vu, donc vous ne pouviez pas en connaître le contenu. Néanmoins, si vous aviez quand même pu le lire, vous avez pu remarquer que finalement, il y a très peu de critiques, en dehors du fait que nous ayons choisi un Partenaire Public Privé.

Nous avons bien fait de choisir un PPP. C'est un choix que j'ai fait contre le conseil départemental à cette époque, et contre le préfet qui voulait que nous ne fassions pas de rénovation et que nous soyons dans le centre d'enfouissement. Depuis, vous avez pu constater qu'à droite et à gauche, le président du conseil départemental de l'époque, qui est devenu maire de Nice, considère finalement que les usines d'incinération ne sont pas des Tchernobyl en puissance, comme il l'affirmait à l'époque. Comme quoi, la lucidité peut arriver à un moment donné. J'appelle donc tout le monde à cette lucidité qui fait qu'avec un peu plus de tri, nous ayons un peu moins de déchets. Ces déchets sont valorisés pour faire de l'énergie, ce qui est quand même un tout petit peu l'avenir de l'ensemble.

Enfin, si nous sommes sur un budget, parlons du budget. Vous avez un budget dans lequel il y a une solidarité avec les communes qui tourne autour de 5,4 millions pour ce qui est de la DSC, plus 7 millions de fonds de concours. Les communes ne sont pas abandonnées. Vous avez des taxes qui, pour nos concitoyens, sont les plus basses des agglomérations, y compris de celles éventuellement mieux gérées par d'autres personnes.

Vous pouvez vous abstenir, Mme MURATORE, mais finalement quand quelqu'un qui est dans l'opposition s'abstient sur un budget, nous nous posons même la question s'il reste dans l'opposition. C'est la règle du jeu. Le fait que vous ne votiez pas contre montre qu'au fond de vous-même, vous l'approuvez.

Nous passons au vote. Nous allons faire un vote global. Qui est contre ? Qui s'abstient ? (1 abstention). Ensuite, M. MAURIN procède à une mise aux voix chapitre par chapitre du budget principal.

M. MAURIN – Dans la section de fonctionnement, nous avons en dépenses :

- au chapitre 011 : 17 400 099,74 € ;
- au chapitre 012 « charges de personnel » : 23 632 800 € ;
- au chapitre 014 « atténuation de produits » : 116 237 973 € ;
- au chapitre 65 « autres charges » : 23 067 086,63 € ;
- au chapitre 66 : 3 602 000 € de charges financières et 450 000 € de charges exceptionnelles ;

Soit 184 389 959,37 € de dépenses réelles, sur lesquelles nous virons à la section de fonctionnement 15 217 674,86 €. Puis, nous constituons une dotation aux amortissements au chapitre 042 de 9 350 000 €, soit un budget total avec des dépenses de l'ordre de 208 957 634,23 €.

En recettes de fonctionnement, nous trouvons :

- au chapitre 013 : 2 978 563,70 € ;
- au chapitre 70 « produits de service » : 2 076 385,11 € ;
- au chapitre 73 « impôts et taxes » : 167 193 967 € ;
- au chapitre 74 « dotations et subventions » : 21 255 015 € ;
- au chapitre 75 « autres produits de gestion » : 271 265,66 € ;
- produits exceptionnels : 250 000 € ;
- au chapitre 78 « reprise sur amortissements et provisions » : 71 919 € ;

Soit des recettes réelles de 194 097 115,47 €, plus l'excédent reporté, soit un total de recettes de 208 957 634,23 €.

Dans la section d'investissement, nous avons en dépenses :

- au chapitre 16 : 9 435 100 € ;
- au chapitre 20 : 1 882 274,13 € ;
- au chapitre 204 : 27 562 670,30 € ;

- au chapitre 21 : 11 627 488,79 € ;
- au chapitre 23 : 3 881 044,62 € ;
- au chapitre 26 : 4 000 € ;
- au chapitre 27 : 200 € ;
- au chapitre 45 : 1 160 506,63 € ;
- au chapitre 041 « opérations patrimoniales » : 3 000 € ;
- déficit reporté : 15 225 760,82 €.

Nous avons donc un total de 70 782 045,29 € en dépenses d'investissement.

Pour les recettes, nous avons :

- au chapitre 13 : 431 722 € ;
- au chapitre 16 « emprunts » : 32 662 488,13 € ;
- au chapitre 10 « dotations de fonds divers et de réserve » : 1 367 819 € ;
- au chapitre 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » : 10 543 355,30 € ;
- au chapitre 165 « dépôts et cautionnements » : 38 300 € ;
- au chapitre 024 « produits de cession d'immobilisation » : 14 400 € ;
- au chapitre 021 « virement à la section de fonctionnement » : 15 217 674,86 € ;
- dotation aux amortissements : 9 350 000 € ;
- opérations patrimoniales : 3 000 €.

Cela nous fait un total de 70 782 045,29 € en recettes d'investissement.

- *Délibération adoptée à la majorité (1 abstention de Michèle MURATORE)*

21. Budget annexe des télépépinières – Budget primitif de l'année 2019

M. le Président – Le budget annexe des télépépinières concerne le Business pôle et Starteo qui arrivent aujourd'hui à faire un tiers des recettes de fonctionnement. Cela veut dire que ces startups que nous accueillons pour développer l'économie arrivent aussi à générer un financement partiel des structures mises en place.

M. MAURIN – Concernant les télépépinières, la synthèse de la clôture de l'exercice 2018, comme je l'ai indiqué préalablement, est reportée, avec un déficit d'investissement de 108 077,66 € et une affectation du besoin de financement de 109 710,47 €, soit un excédent de fonctionnement de 1 011,60 €.

Aujourd'hui, les pépinières Starteo, Business pôle 1 et Business pôle 2 sont en régime de croisière. En fonctionnement, cela continue comme les années auparavant. En investissement, nous avons l'implantation d'une centrale solaire photovoltaïque sur le bâtiment du Business Pôle en vue d'une autoconsommation. C'est la dépense que nous allons noter après.

En dépenses de fonctionnement, les charges générales représentent 975 973 €. Nous avons un autofinancement de 240 883 €, une pincée de charges exceptionnelles de 1 636 € et des charges de personnel de 137 000 €.

En face, en recettes de fonctionnement, nous avons la participation du budget principal qui vient contribuer à l'équilibre à hauteur de 917 000 €. La recette de loyer et la refacturation sont à hauteur de 471 000 €.

En matière d'investissement, le total des dépenses s'élève à 572 198 €, incluant un déficit reporté, des immobilisations corporelles à hauteur 192 768 € et un emprunt de 262 853 €.

Quant aux recettes d'investissement, elles sont constituées de l'excédent de fonctionnement, des subventions d'investissement que nous avons reçues ou que nous allons recevoir à hauteur de 100 000 €, de l'autofinancement et de l'emprunt à hauteur de 113 605 €.

Nous passons maintenant au vote de ce budget annexe des télépépinières.

Nous avons en dépenses de fonctionnement : les charges générales pour 975 973,47 €, les charges de personnel pour 137 242,28 €, les autres charges pour 1 000 €, les charges financières pour 55 000 €, les charges exceptionnelles pour 1 635,75 €, le virement à la section d'investissement pour 163 883,33 € et la dotation aux amortissements pour 77 000 €. Ainsi, le total des dépenses de fonctionnement s'élève à 1 411 734,83 €.

En face, en recettes de fonctionnement, nous avons au chapitre 74 les subventions à hauteur de 15 000 €, les autres produits de gestion à hauteur de 1 383 723,23 €, les recettes exceptionnelles à 7 000 €, l'excédent reporté à 1 011,60 €, ce qui nous donne le même montant en recettes de 1 411 734,83 €.

En dépenses d'investissement, nous avons le chapitre 16 « emprunts » à hauteur de 262 853 €, les immobilisations incorporelles à 500 €, les immobilisations corporelles à 192 767,70 €, les autres immobilisations à 8 000 €, soit un total, avec le déficit reporté de 108 077 €, de 572 198,76 €.

En face, nous avons les recettes d'investissement avec les subventions d'investissement à 100 000 €, l'emprunt à 98 209,54 €, les excédents de fonctionnement capitalisés à 109 710,47 €, dépôts et cautionnements à 15 395,42 €, autres immobilisations financières à 8 000 €, le virement de la section de fonctionnement pour 163 883,33 € et la dotation aux amortissements pour 77 000 €, soit le montant identique aux dépenses de 572 198,76 €.

M. le Président – Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à la majorité.*

22. Budget annexe du théâtre communautaire – Budget primitif 2019

M. MAURIN – De la même façon, il s'agit d'abord de présenter la synthèse de la clôture de l'exercice 2018, sur laquelle apparaissent un déficit d'investissement de 109 532,44 €, une affectation du besoin de financement au compte 1068 de 109 532,44 € et un excédent de fonctionnement de 306,13 €.

M. le Président – Nous terminons en excédent, avec des recettes qui sont équivalentes aux apports soit des casinos, soit de la communauté d'agglomération. Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à la majorité.*

23. Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Envibus – Budget primitif 2019

M. MAURIN – Comme pour les autres budgets, il s'agit de la reprise des résultats, avec un excédent d'exploitation de 3 544 870 € et un déficit d'investissement de 751 274,05 €.

En ce qui concerne la section d'exploitation, les recettes et les dépenses sont équilibrées à 39 137 000 €. Les charges générales représentent les trois quarts des dépenses. Dans les recettes, nous avons majoritairement le reversement de la communauté d'agglomération.

Dans la section d'investissement, sur la régie à autonomie financière des transports, nous avons un investissement qui s'élève à 42 366 944 €. C'est pour poursuivre la réalisation des infrastructures du circuit du bus à haut niveau de service. Les recettes proviennent principalement d'un emprunt à hauteur de 38 190 867 € et d'un autofinancement de 4 176 077 €.

Nous passons au vote par chapitre, avec dans la section d'exploitation des dépenses de 39 136 723 €, dont 28 922 171,16 € au chapitre 011, 3 968 825,54 € au chapitre 012, 162 000 € au chapitre 65, 1 521 649,57 € au chapitre 66, 4 000 € au chapitre 67 « charges exceptionnelles », 382 000 € au chapitre 68 « dotations aux amortissements », un virement à la section de fonctionnement à 1 296 076,73 € et une dotation aux amortissements de 2 880 000 €.

En face, en recettes d'exploitation, nous retrouvons 5 700 € au chapitre 013 « atténuation de charges », 4 200 000 € de vente de produits (billetterie), 28 000 000 € de produits issus de la fiscalité, c'est-à-dire une partie du versement de transport, 1 877 853 € de subventions d'exploitation, les autres produits de gestion à 240 500 € et les produits exceptionnels à 467 800 €, soit un total égal aux dépenses de 39 136 723 €.

En 2019, nous investissons 42 366 944,13 €. Nous avons 3 511 950 € au chapitre 16 « emprunts », les immobilisations incorporelles à 1 123 208,75 €, les immobilisations corporelles à 17 397 076,71 € et les immobilisations en cours 19 585 434,56 €. Nous y rajoutons le déficit reporté à 751 274,05 € et nous obtenons le résultat de 42 366 944,13 €.

Nous avons, en recettes, des emprunts et dettes assimilées à hauteur de 38 190 867 €, le virement de la section de fonctionnement à hauteur de 1 296 076,73 €, la dotation aux amortissements de 2 880 000 €, ce qui nous fait 42 366 944,13 €.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à la majorité.*

24. Budget annexe de la régie autonome office de tourisme intercommunal – Budget primitif 2019

M. MAURIN – Nous avons la même présentation de la synthèse de la clôture 2018. Nous avons un besoin de financement de 8 000 € et un excédent de fonctionnement de 2 213,91 €.

En matière de fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 961 526,27 €. Nous avons la gestion courante à hauteur de 354 000 €, les charges générales à 176 774 € et les charges de personnel à 402 000 €.

En recettes de fonctionnement, il n'y a principalement que le reversement du budget principal sur ce budget annexe à hauteur de 939 313 €.

Concernant le vote par chapitre du budget de la régie à autonomie financière de l'office du tourisme, nous avons en dépenses de fonctionnement : 176 774,41 € au chapitre 011 « charges générales », 402 251,86 € de charges de personnel, 354 000 € pour les autres charges, le virement à la section de fonctionnement pour 28 500 €, soit 961 526,27 € de dépenses.

En face, nous avons un même montant de recettes : 10 000 € d'atténuation de charges, 5 000 € de vente de produits, 939 312,36 € pour les autres produits de gestion, 5 000 € de recettes exceptionnelles et un excédent reporté de 2 213 €.

En investissement, nous avons 36 500 € de dépenses, avec 12 500 € d'immobilisations corporelles, 16 000 € de remboursement de cautions et d'emprunts, 28 500 € de dépenses réelles et un déficit reporté de 8 000 €.

En recettes, nous avons les excédents de fonctionnement et le virement de la section de fonctionnement pour un total de 36 500 €.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à la majorité.*

25. Budget annexe GEMAPI – Budget primitif 2019

M. le Président – Nous passons au budget annexe GEMAPI qui est à hauteur de 2,4 millions.

M. MAURIN – La synthèse de la clôture des comptes de l'exercice 2018 fait apparaître un déficit d'investissement de 2 422 294,86 €, une affectation du besoin de financement à hauteur de 6 392,62 €, donc un excédent de fonctionnement de 22 608,19 €.

En ce qui concerne la section de fonctionnement, les charges de personnel sont à 1 448 000 €, la contribution au SMIAGE à 448 000 € et les charges générales à 460 100 €.

Les recettes de fonctionnement concernent principalement le reversement de la fiscalité du budget principal à ce budget GEMAPI.

En section d'investissement, il est prévu cette année 9 232 910,62 € de dépenses, financées à hauteur de 8 126 100 € par de l'emprunt. En effet, nous avons un peu d'autofinancement et un peu de récupération du FCTVA.

M. le Président – Je rappelle que dans ce budget, il y a 1,7 million d'acquisition foncière et 2,8 millions de travaux. C'est un budget extrêmement volontariste. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à la majorité.*

26. Budget annexe d'aménagement des parcs d'activités – Budget primitif 2019

M. MAURIN – La synthèse de clôture de l'exercice 2018 fait apparaître un déficit d'investissement de 853 326,64 € et un excédent de fonctionnement de 21 835,47 €.

Les charges générales (1 520 000 €) représentent la majeure partie des dépenses de fonctionnement. En face, les recettes proviennent du reversement de la fiscalité.

En matière d'investissement, nous avons des travaux, notamment de voirie, le parc La Sarrée, etc. Il y a de l'acquisition de terrain pour 1 270 000 €, ainsi que des frais d'études à prévoir. Le financement de cette section d'investissement vient principalement d'un emprunt.

En section de fonctionnement, nous avons 1 666 956,17 € tant en dépenses qu'en recettes. En dépenses, nous avons 1 520 602,79 € au chapitre 011, 86 353,38 € de charges de personnel, 35 000 € de charges financières, 10 000 € de charges exceptionnelles et 15 000 € de dotation aux amortissements.

En face, en recettes, nous avons les impôts et taxes à 1 614 372,62 €, les recettes exceptionnelles à 30 748,08 € et l'excédent de fonctionnement reporté pour 21 835,47 €.

En section d'investissement, en dépenses, nous avons 616 657 € au chapitre 20 « immobilisations incorporelles », 3 017 621,16 € au chapitre 21 « immobilisations corporelles », les immobilisations en cours pour 500 000 € et le déficit reporté pour 853 326,64 €, ce qui fait 4 987 604,80 €.

En recettes, nous avons 450 000 € de subvention d'investissement, les emprunts et dettes pour 4 522 604,80 €, la dotation aux amortissements pour 15 000 €, ce qui nous fait le même montant en recettes qu'en dépenses.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à la majorité.*

Départ de Monsieur JP.DERMIT.

27. Dotation de solidarité communautaire de l'année 2019

M. le Président – La dotation de solidarité communautaire est ramenée de 6 millions à 5,4 millions, les 600 000 € étant affectés à la compétence GEMAPI. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à la majorité.*

28. Vote des taux de fiscalité directe locale pour l'année 2019

M. MAURIN – Les taux sont inchangés. La taxe d'habitation reste à 7,96 %. La taxe foncière sur les propriétés bâties est à 0 %. La taxe foncière sur les propriétés non bâties est également inchangée à 0,877 %. La cotisation foncière des entreprises est à 25,27 %. La contribution du versement de transport est à 1,5 %. Le taux de la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères est également inchangé à 9,5 %.

M. le Président – Retenez quand même que le VT est à 1,5 % et que la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères est inférieure à 10 %, et surtout avec les services rendus et l'utilité d'avoir une démarche qui part de la gestion des déchets verts en passant par le compostage, le tri sélectif et les déchets ultimes.

Ces taux de fiscalité sont inchangés, vous les connaissez, et je vous ne refais pas l'affront de vous faire du comparatif. Sur les taux, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à la majorité.*

29. TEOM – Ajustement des exonérations de l'année 2019

M. le Président – La TEOM est à 9,5 % et nous ajustons simplement les exonérations pour l'année 2019.

M. MAURIN – Actuellement, 30 entreprises sont exonérées de TEOM parce qu'elles assurent elles-mêmes la collecte et le traitement par un intermédiaire.

Il s'agit simplement, pour Corporate Bâtiments, de rajouter les deux filiales, ce qui porte à 32 les entreprises qui sont exonérées de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2019, sachant que les entreprises doivent renouveler leurs demandes chaque année.

M. le Président – Vous avez compris que nous n'exonérons pas les entreprises pour le plaisir de les exonérer. Nous les exonérons quand ils prennent en charge leurs ordures ménagères. Sur cette exonération, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à la majorité.*

30. Offre de concours – Construction de l'école intercommunale du Pont du Loup – Convention de coopération entre la CASA et le syndicat intercommunal de Pont du Loup

M. le Président – En l'occurrence, nous avons deux offres de concours qui ne sont pas des fonds de concours, qui sont la construction de l'école intercommunale du Pont du Loup et une convention de coopération entre la CASA et le syndicat intercommunal de Pont du Loup.

Un syndicat ne peut pas être subventionné par un fonds de concours. Pourtant, il y a une école qui sert à deux villages. Cela aurait été stupide de refuser cette démarche solidaire et plutôt économe.

C'est une offre de concours spécifique sur cet élément, qui correspond au même taux que les fonds de concours que nous donnons aux écoles. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci pour eux.

- *Délibération adoptée à la majorité.*

31. Offre de concours – Réhabilitation de la station d'épuration de Châteauneuf-Grasse – Convention de coopération entre la CASA et le SIVOM du canton de Bar-sur-Loup

M. le Président – La deuxième offre de concours porte sur la réhabilitation de la station d'épuration de Châteauneuf-Grasse, à travers une convention de coopération entre la CASA et le SIVOM du canton de Bar-sur-Loup.

En l'occurrence, nous ne faisons qu'anticiper une aide que nous serions amenés à faire lorsque la compétence arriverait. Nous remercions Châteauneuf-Grasse qui continue à faire des investissements et à participer à la remise à bon niveau de sa station d'épuration. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci pour eux.

- *Délibération adoptée à la majorité.*

RESSOURCES HUMAINES

32. Ajustement du tableau des effectifs

M. le Président – Ce n'est pas une augmentation de l'ensemble des effectifs. Cet ajustement, en coopération avec les représentants syndicaux, fait qu'un certain nombre de postes passent d'une spécificité à l'autre, et surtout, qu'une augmentation des postes existe du fait des transferts de compétence et des transferts des communes. Je vous demande d'adopter cet ajustement. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

- *Délibération adoptée à la majorité.*

33. RIFSEEP et répertoire des fonctions – Actualisation

M. le Président – C'est un dispositif qui nous permet de donner des primes à des agents en fonction de leur mérite. Nous avons, avec les partenaires sociaux, augmenté le RIFSEEP pour permettre particulièrement à ceux qui ont les salaires les plus bas d'avoir des primes spécifiques. Aujourd'hui, la prime minimale est à 250 € par an. Elle est passée à 300 €. Cela fait partie de notre volonté de préserver le pouvoir d'achat des plus faibles revenus. Nous votons le RIFSEEP. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

34. Règlement des astreintes et des indemnités d'intervention – Actualisation

M. MAURIN – C'est une actualisation. Il s'agit d'intégrer la nouvelle direction « voirie et grands projets » au règlement des astreintes et de fixer les modalités d'octroi de ces dernières.

M. le Président – C'est purement réglementaire et logique. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Départs de Monsieur M.DAUNIS qui donne procuration à Monsieur C.ETORE, et de Monsieur J.VALETTE.

35. Plan de formation

M. le Président – Nous avons redéfini avec les partenaires sociaux un plan ambitieux de formation et en particulier, nous sommes à un bon niveau de prévention des accidents du travail qui en est un des éléments majeurs.

- *Le conseil communautaire prend acte.*

36. Création des commissions consultatives paritaires pour les catégories A, B et C

M. MAURIN – Cela concerne le personnel contractuel.

M. le Président – Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

37. Protection sociale complémentaire – Actualisation

M. MAURIN – Cela concerne la participation au contrat de prévoyance pour les agents qui ont les revenus les plus bas.

M. le Président – Nous avons abordé le sujet ce matin avec les partenaires sociaux. Sur la protection sociale complémentaire, en particulier pour les revenus les plus bas, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

38. Mise à disposition partielle du directeur de la communication de la CASA auprès de la Ville d'Antibes-Juan-les-pins – Renouveau de la convention

M. le Président – Il s'agit d'un simple renouvellement. C'est 50-50 comme le directeur. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

39. Expérimentation sur le télétravail

M. le Président – Nous avons dix-sept demandes. Nous allons en prendre dix et nous allons faire une expérimentation sur l'année. Si cela fonctionne, nous étendrons le télétravail parce que la communauté d'agglomération est un endroit dans lequel ce type d'expérimentation ou de mise en place doit être efficace.

- *Le conseil communautaire prend acte.*

MOBILITE ET TRANSPORTS

40. Mise en place d'une tarification multimodale sur le périmètre des Alpes-Maritimes et de Monaco – Convention

M. le Président – C'est une convention qui n'est pas proposée que par Thierry OCCELLI mais qui est proposée aussi par la Région en termes de tarifs pour les trains et les bus.

M. OCCELLI – Tout à fait, M. le Président, mais au préalable, je tiens à vous féliciter pour la démarche du télétravail. Nous nous devons de donner l'exemple. Dans la concertation du PDU (plan de déplacement urbain), le sujet est revenu à maintes reprises. Chaque fois que nous étions en réunion de

concertation, c'était vraiment un sujet d'actualité. Je suis d'accord pour faire le test sur la CASA, avec au minimum dix personnes.

M. le Président – Nous commençons par dix. Nous espérons qu'il y en aura cent.

M. OCCELLI – Concernant la délibération 40, c'est à l'initiative de la Région. C'est une convention pour cinq ans que nous allons signer à plusieurs, avec toutes les AOM (autorités organisatrices de la mobilité) des Alpes-Maritimes, plus Monaco. C'est pour la création d'un tarif multimodal. Cela concerne le train, le bus et tous les transports en commun possible sur l'ensemble du périmètre. Pour l'instant, c'est un abonnement mensuel, mais cela peut évoluer.

M. le Président – Nous sommes d'accord sur tout ce qui peut améliorer l'intermodalité, en particulier entre le train et le bus. Nous avons tout intérêt à le développer, donc nous y adhérons. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

RESEAU ENVIBUS

41. Règlement intérieur des services de transport Envibus – Modification

M. OCCELLI – C'est une modification qui s'inscrit dans le cadre du pôle métropolitain. La CASA s'est engagée, notamment avec les bus PMR de franchir les limites territoriales de chaque agglomération. Vous savez que ce Transport à la Demande Personne à Mobilité Réduite est un véritable succès, mais la problématique, c'est que nous nous arrêtons aux frontières de la CASA. Ce règlement intérieur permettra aux bus d'aller au-delà de nos frontières, donc d'aller sur Cannes et sur Grasse.

M. le Président – Les personnes en situation de handicap ont un réseau sur Grasse, sur Cannes et sur Antibes. Nous avons fait appel au même organisme. Par contre, quand une personne veut aller de Cannes à Antibes, de Grasse à Antibes, elle ne peut pas le faire parce qu'elle franchit les frontières. Nous allons arriver à faire en sorte que les frontières s'estompent et que les gens puissent, avec les mêmes tarifs et le même prestataire, avoir des prestations qui sont identiques et gratuites. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

42. Gamme tarifaire Envibus – Création de titres de transport

M. OCCELLI – Ce sont deux nouveaux titres de transport. Le premier concerne la mise en place de la navette verte. Vous savez que nous avons mis en place une navette des neiges sur Antibes-Gréolières, qui a connu un véritable succès. A la demande du maire de Gourdon, du maire de Tourrettes et de l'ensemble du PNR, il y aura la création d'une navette verte pour les Gorges du Loup. C'est à titre expérimental pour la période de juillet et août, avec une tarification de 2,50 € pour la journée.

La deuxième tarification concerne le Pass CCAS des 75 ans et plus. Il s'agit d'instaurer la gratuité totale pour les personnes de 75 ans et plus, avec un coût de 100 € par an, financé à 50 % par la CASA et 50 % par les CCAS des communes concernées. Il restera à la charge de l'utilisateur 5 € pour la création de la carte d'abonnement.

M. le Président – Jusqu'à présent, toutes les personnes de plus de 62 ans qui avaient des revenus modestes et qui ne payaient pas l'impôt avaient la gratuité. Maintenant, sans référence aux ressources, tous les plus de 75 ans peuvent acquérir une carte qui leur coûte 5 €. Le financement se fait partiellement par les CCAS (50 %) et par la communauté d'agglomération (50 %).

M. OCCELLI – En l’occurrence, c’est un règlement global sur l’ensemble de la communauté d’agglomération, mais chaque CCAS pourra mettre en place un règlement intérieur pour financer leur part.

M. le Président – Par ailleurs, aucune Ville n’est contrainte à le faire, quoique j’ai recueilli l’avis de tous les maires et tout le monde est d’accord pour avancer dans cette démarche.

Mme MOITRY – Pour notre CCAS, c’est un véritable gouffre. Tout le monde vient. Quelquefois, ils prennent le bus trois fois par an, mais ils viennent quand même chercher la carte. Nous ne nous en sortons pas. Cela fait des milliers d’euros. C’est très bien, mais il y en a qui exagèrent.

M. le Président – C’est pour cela qu’intelligemment, nous avons mis un coût de la carte à 5 €. Cela permet d’éliminer tous ceux qui seraient tentés, en voyant une gratuité, de demander une carte sans qu’il y ait un réel besoin. Il s’agit d’une démarche volontaire. Certes, si la personne est en grande difficulté sociale ou physique, elle sera aidée. Toutefois, dans une période où nous avons un problème de pouvoir d’achat, le fait de pouvoir dire à nos seniors qu’ils peuvent quitter leur voiture et prendre gratuitement un transport en commun, à mon avis, c’est une avancée qu’il ne faut pas regretter.

Mme MOITRY – Je ne regrette pas cette avancée, mais je trouve que beaucoup de personnes abusent un peu.

M. OCCELLI – Depuis l’obligation à ces usagers de payer la carte d’abonnement à 5 €, nous avons déjà largement diminué les inscriptions dans les CCAS. Ensuite, je précisais tout à l’heure, un peu pour vous, que toutes les communes qui le souhaitent peuvent créer un petit règlement intérieur pour modérer.

M. le Président – Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s’abstient ?

- *Délibération adoptée à l’unanimité.*

GESTION DES DECHETS

43. Association française de normalisation (AFNOR) – Adhésion

M. le Président – La normalisation est multiple, elle permet un accès privilégié aux informations en provenance de l’ISO ainsi qu’un suivi des actions et des groupes de travail, puis de disposer d’un benchmark pour l’amélioration des systèmes. L’adhésion coûte 1 900 € par an. Je vous propose de la voter. Qui est contre ? Qui s’abstient ?

- *Délibération adoptée à l’unanimité.*

Départ de Monsieur René TRASTOUR.

HABITAT/LOGEMENT

44. Programme local de l’habitat – Second arrêt suite aux avis des communes

M. le Président – Mme BLAZY, dites-moi ce que les communes pensent du PLH.

Mme BLAZY – Je suis très heureuse de vous dire que toutes les communes ont émis un avis favorable ; seules trois communes ont émis un avis favorable avec réserve portant essentiellement sur la problématique du transport.

Si nous acceptons cette délibération aujourd'hui, ce dont je ne doute pas, ce document sera transmis à M. le Préfet des Alpes-Maritimes, qui le soumettra lui-même au préfet de Région à Marseille. Puis, en juillet 2019, Mallory et moi iront défendre ce troisième PLH auprès des associations et du conseil régional de l'habitat. Si l'avis du Comité Régional de l'Habitat est favorable, nous reviendrons vers vous ici même en décembre 2019 pour l'approuver.

M. le Président – Ce PLH a été adopté à l'unanimité à la CASA. Les Villes l'ont voté parfois avec des remarques sur le transport qui sont tout à fait légitimes. Le préfet l'a accepté. A moins d'une bagarre homérique entre le préfet de Région et le préfet des Alpes-Maritimes, ce qui me paraît hautement improbable, ou une directive particulière d'un ministre, ce qui est moins improbable, ce PLH, nous l'adoptons aujourd'hui et je vous remercie de l'avoir travaillé ensemble. Qui est contre ? Qui s'abstient ? (1 abstention). C'est normal, il faut bien se distinguer.

▪ *Délibération adoptée à la majorité (1 abstention de Michèle MURATORE)*

45. Adoption du document-cadre sur les orientations stratégiques en matière d'attribution de logements sociaux

M. le Président – La marque de fabrique de la CASA, c'est la transparence.

Mme BLAZY – Il a été défini quatre grandes orientations : la mixité sociale, la transparence et l'équité dans le traitement des demandes – ce que nous faisons déjà depuis fort longtemps –, le parcours résidentiel des locataires du parc social, et le renforcement des coopérations entre les bailleurs et les réservataires.

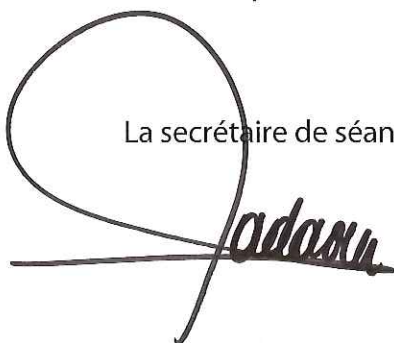
Ce document-cadre a fait l'objet d'une adoption à l'unanimité par la CIL (conférence intercommunale du logement). Pour information, il fera maintenant l'objet d'une déclinaison opérationnelle sous forme d'un engagement entre les bailleurs et les réservataires, au travers d'une CIA (convention intercommunale d'attribution).

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

▪ *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Je vous remercie tous. Le prochain rendez-vous, c'est le 24 juin à la Saint-Jean.

La secrétaire de séance

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to read 'adani' or similar, with a long horizontal stroke extending to the left.

Khéra BADAOU

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 24/06/2019
Numéro : CC_2019_068
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès verbal du Conseil communautaire du 1er avril 2019
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : slgbQH9

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/07/2019
Identifiant : 006-240600585-20190624-CC_2019_068-DE

Acte reçu

Date : 24/06/2019
Numéro interne : CC_2019_068
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Procès verbal du Conseil communautaire du 1er avril 2019
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190624-CC_2019_068-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20190624-CC_2019_068-DE-1-1_2.PDF

N